

**Retour sur la visite du Président Tebboune à Constantine :
Grandes annonces et ferveur populaire**

P-02

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Dimanche 23 Novembre 2025//N° 1210// PRIX 20DA

Au Sommet du G20 à Johannesburg

**Coupe de la CAF/ USMA- San Pedro
ce soir au 5-Juillet**



**Les Rouge et Noir
veulent frapper fort
d'entrée de jeu**

P-12

Le chef de l'Etat appelle à

« la réforme des institutions financières
et à la reconstruction de Ghaza »



G20
SOUTH AFRICA 2025



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message au Sommet du G20 à Johannesburg, lu par le Premier ministre Sifi Ghrieb. Il y plaide pour la réforme des institutions financières internationales, un soutien accru à l'Afrique et une mobilisation internationale pour la reconstruction de Ghaza, tout en soulignant l'engagement de l'Algérie en faveur du développement durable et de la solidarité continentale.

**Le ministre de la Communication
en parle :**

P-05



**Le journalisme
spécialisé
« est devenu
indispensable »**

Bruxelles se rebiffe :

L'accord Maroc-UE rejeté

P-04

Patrick Pouyanné :

**«Quand la politique
s'efface, les affaires
avancent »**

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, souligne que la stabilité des relations énergétiques avec l'Algérie repose sur la confiance avec Sonatrach et la continuité des affaires, loin des aléas diplomatiques. Il met en avant le rôle stratégique du gaz algérien pour l'Europe, l'avantage géographique et la diversification énergétique.

P-04



Retour sur la visite du Président Tebboune à Constantine

Grandes annonces et ferveur populaire

■ Par Karima Baba Aïssa

La visite effectuée jeudi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à Constantine, s'est inscrite dans la série de déplacements de terrain engagés depuis le début de son mandat pour suivre l'avancement des programmes publics. Dans l'antique Cirta, le chef de l'État a mis l'accent sur des chantiers jugés prioritaires par l'exécutif : modernisation du système de santé, diversification industrielle, élargissement du parc d'infrastructures sportives, et développement du logement. Autant de secteurs appelés à porter la dynamique de croissance souhaitée par Alger. L'arrivée du président, escorté par des appareils de l'Armée nationale populaire, a donné le ton d'une visite à forte portée institutionnelle. La première étape a été consacrée à la pose de la première pierre du nouveau Centre hospitalo-universitaire de 500 lits, implanté sur vingt hectares à Zouaghi. L'établissement, doté de 24 services spécialisés, d'un pavillon pédagogique de mille places, de laboratoires de recherche et de blocs opératoires de dernière génération, doit accompagner la réforme engagée dans le secteur de la santé. Le chef de l'État a insisté sur la nécessité de constituer des pôles médicaux d'excellence, notamment en neurochirurgie et en cardiologie, tout en soulignant que le pays dispose « de potentialités et d'une crédibilité qui suscitent l'intérêt de partenaires de premier plan ». Il a rappelé que l'objectif du gouvernement est d'augmenter le nombre de médecins spécialistes formés localement pour atteindre un seuil annuel proche de

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le chef de l'État a lancé plusieurs projets structurants, inauguré des infrastructures stratégiques et multiplié les échanges directs avec la population et les acteurs locaux.



13 000 diplômés. Le second volet marquant de la visite a porté sur les infrastructures sportives. Le président a lancé les travaux d'un complexe destiné à placer Constantine parmi les pôles régionaux en matière d'équipements modernes. Le projet comprend un stade de 30 000 places, deux terrains d'entraînement, un hôtel de soixante chambres, une piscine olympique, une salle omnisports de 2 000 places, des terrains de tennis, un pôle énergétique et un vaste parking. Ce programme, selon l'exécutif,

s'inscrit dans la volonté d'encourager les activités sportives et de soutenir les investissements dans les équipements structurants. Le déplacement présidentiel a également été marqué par une forte présence populaire le long du parcours, traduisant une proximité que le chef de l'État a cherché à cultiver en multipliant les échanges directs. Accompagné du général d'Armée Saïd Chanegriha, Abdelmadjid Tebboune s'est avancé vers les citoyens venus nombreux l'accueillir, serrant des mains et répondant

aux interpellations, dans un moment de contact direct assumé par la présidence. Constantine a été longuement préparée pour cette journée, et les habitants, venus de plusieurs communes, ont rendu un accueil chaleureux. Cette mobilisation populaire a été relevée par l'entourage présidentiel comme un indicateur de confiance dans la politique de développement engagée à l'échelle nationale. Plusieurs inaugurations ont également rythmé la visite. Le président a ouvert un complexe pharmaceutique spécialisé dans la production de sprays respiratoires, de produits ORL, de capsules molles et de médicaments anticancéreux. L'unité, qui offre plus de 500 emplois, doit contribuer à renforcer la souveraineté pharmaceutique du pays. Dans le secteur de l'habitat, la pose de la première pierre d'un programme de 14 850 logements (dont 8 050 unités AADL 3 et 6 800 logements publics locatifs) marque un nouveau pas dans un domaine que le président considère comme « l'un des principaux indicateurs du développement national ». Abdelmadjid Tebboune a également inauguré la route reliant la RN-3 à l'autoroute Est-Ouest, une infrastructure destinée à améliorer la circulation et à fluidifier les échanges économiques entre wilayas. Au cours d'une réunion avec la société civile, il a rappelé l'importance de la formation universitaire adaptée aux besoins du marché et salué le dynamisme des start-up. Le président a assuré que l'État poursuivrait ses efforts pour répondre aux attentes des citoyens, tout en invitant à dépasser les discours pessimistes au profit d'une lecture tournée vers les progrès réalisés dans de nombreuses régions du pays. **K.B.A.**

Politique, économie et mémoire commune

Alger et Hanoï ouvrent un nouveau chapitre

■ Par Kader M.

Le Premier ministre de la République socialiste du Vietnam, Pham Minh Chinh, a clôturé, jeudi sa visite de trois jours à Alger. Ainsi le troisième et dernier jour de la visite jugée très bénéfique, voire symbolique, au vu des relations historiques entre les deux pays, a été marqué par les rencontres tenues avec de hauts responsables de l'État et des membres du gouvernement. Les moyens de renforcement de la coopération entre les deux pays ont été passés en revue au cours de ces rencontres. Dans ce sillage, le Premier ministre vietnamien, qui a effectué une visite de courtoisie chez le président du Conseil de la Nation, reflétant ainsi « la dynamique » renouvelée de coopération marquant les relations entre les deux pays, a été reçu par M Azouz Nasri. Ce dernier n'a pas manqué de mettre en exergue l'étroite relation entre les deux pays en indiquant que cette visite traduit « le solide partenariat bilatéral, ainsi que la profondeur historique des relations algéro-vietnamiennes, basées sur les expériences communes de lutte contre le colonialisme et de défense résolue de la souveraineté

nationale ». « La grande convergence politique marquant les positions et principes des deux pays au sein des organisations régionales et internationales » a été saluée par le même responsable. « L'importance particulière accordée par l'Algérie sous la conduite du président de la République Abdelmadjid Tebboune au développement des relations avec le Vietnam et au renforcement du partenariat stratégique à travers le soutien au dialogue politique continu et l'élargissement des domaines de coopération » a été soulignée à l'occasion par M. Nasri. Ce dernier a aussi mis en avant la signature d'accords et de mémorandums d'entente au cours de cette visite traduisant réellement la volonté politique commune quant au développement d'un partenariat stratégique intégré entre les deux pays. En matière de coopération parlementaire, le président du Conseil de la nation a fait part de la volonté du Parlement algérien avec ses deux chambres de veiller à l'élargissement des cadres de partenariat avec son homologue vietnamien de par les échanges de visites, le partage d'expertise législative, ainsi que le développement des mécanismes de coordination au sein des instances parlementaires internationales

et régionales. De son côté, le Premier ministre vietnamien a souligné à l'occasion « l'importance stratégique » accordée par son pays au développement de sa coopération avec l'Algérie dans divers domaines, tout en saluant la convergence des positions des deux pays quant aux questions internationales. D'autre part, le Premier ministre vietnamien a été reçu jeudi au siège de l'Assemblée par M. Brahim Boughali, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN). L'occasion a été propice pour l'examen des moyens de renforcement de la coopération bilatérale dans divers domaines. Dans le même sillage, les relations d'amitié historiques unissant l'Algérie et le Vietnam, ainsi que les moyens de renforcement de la coopération parlementaire et de développement du partenariat bilatéral dans divers domaines, notamment économique, ont été passés en revue. D'autre part, l'importance de la Déclaration de partenariat stratégique entre les deux pays a été soulignée par M. Boughali, qui a aussi relevé que les grandes réformes économiques initiées par le président de la République offraient l'opportunité du renforcement de la coopération économique et parlementaire

bilatérale. Quant à M. Pham Minh Chinh, le Premier ministre vietnamien, il a salué de son côté le rôle régional et international de l'Algérie, tout en réaffirmant la volonté de son pays quant au développement des relations stratégiques entre les deux pays et au renforcement de la coopération parlementaire bilatérale et de mise en œuvre de l'accord stratégique entre l'Algérie et le Vietnam. Dans le même contexte, le Premier ministre vietnamien a reçu au cours du dernier jour de sa visite en Algérie, M. Mohamed Arkab, ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines. La rencontre a permis aux deux parties de mettre en exergue leur engagement quant à la promotion de la coopération bilatérale et à l'intensification des rencontres techniques entre experts des deux pays à des fins de concrétisation des projets conjoints. Le premier ministre vietnamien, M. Pham Minh Chih, a aussi reçu M. Abdelmalek Tacherift, ministre des Moudjahidine et des Ayants droit. Les deux parties ont au cours de la rencontre rappelé les liens historiques authentiques unissant l'Algérie et le Vietnam au demeurant partageant un passé commun de lutte contre le joug colonial. **K.M.**

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Au Sommet du G20, à Johannesburg

Le chef de l'Etat appelle à « la réforme des institutions financières et à la reconstruction de Ghaza »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé hier un message au Sommet du G20 à Johannesburg, lu en son nom par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. Dans son allocution, le chef de l'Etat a appelé à un nouvel ordre mondial plus juste et solidaire, à une réforme des institutions financières internationales, à un soutien renforcé à l'Afrique et à une mobilisation internationale pour la reconstruction de Gaza, tout en mettant en avant les efforts de l'Algérie pour promouvoir le développement durable et la solidarité continentale.

■ Par Youcef S.

Le président Tebboune a souligné que cette réunion se tient dans un contexte marqué par des défis politiques et économiques d'une grande complexité, dont la non-résolution ou la persistance pourrait fragiliser la cohésion mondiale et avoir des répercussions sur tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, estimant nécessaire de fédérer les efforts et de proposer des idées innovantes et des initiatives à la fois précises et globales. Il a précisé que « la pauvreté, le chômage, l'inégalité, les disparités de développement et de richesse dans de nombreux pays, en particulier en Afrique, ainsi que les crises structurelles liées au changement climatique, au déficit énergétique, aux questions de sécurité alimentaire et au niveau sans précédent de l'endettement des pays à faible revenu, constituent des enjeux majeurs menaçant la communauté internationale. Cela, a-t-il ajouté, nous oblige à poursuivre la réflexion sur des plans et initiatives internationales fondés sur la solidarité, afin de produire des résultats tangibles répondant aux attentes de nos peuples, notamment ceux des pays les plus pauvres, qui comptent sur notre aide ». Le chef de l'Etat a expliqué que « malgré les efforts déployés et les résultats obtenus grâce au travail acharné des Nations Unies, le chemin reste long pour atteindre les objectifs de développement souhaités par les peuples du monde, en particulier les plus pauvres et les moins avancés ». Il a rappelé qu'à cinq ans de l'échéance de 2030, fixée par le système des Nations Unies pour atteindre les Objectifs de développement durable, « ces objectifs restent largement hors de portée : seuls 12 % sont en voie de réalisation, tandis que la moitié d'entre eux rencontre des obstacles majeurs nécessitant un engagement plus large pour être atteints ». Abdelmadjid Tebboune a salué les priorités fixées par l'Afrique du Sud, présidente du G20, visant à trouver des solutions concrètes et tangibles aux défis actuels afin de lancer une nouvelle ère caractérisée par un partage équitable de la croissance et du développement entre tous les pays, notamment les plus pauvres, et ceux confrontés à la sécheresse et à la désertification en Afrique. Il a souligné que le G20 représente « un moteur de transformations mondiales globales », exprimant sa fierté que le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, « soit la voix forte de l'Afrique pour mobiliser



les ressources nécessaires et travailler avec les partenaires du G20 afin d'accorder une attention particulière au continent ». Le président de la République a relevé que « la croissance économique en Afrique est étroitement liée à la stabilité, à la paix et au développement, et qu'elle s'accompagne d'une réduction de l'émigration vers les pays économiquement avancés, ainsi que de la résolution des conflits internes souvent causés par la pauvreté et la marginalisation ».

L'Algérie progresse dans la réalisation des objectifs de développement durable

En référence aux Objectifs de développement durable de l'ONU, le président Tebboune a affirmé que l'Algérie « a réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre des objectifs convenus et n'a jamais hésité à tendre la main aux pays du Sahel dans le cadre de la coordination régionale et internationale, ainsi que via l'Agence algérienne de coopération et de solidarité internationale, à travers des projets de développement dotés d'un budget considérable ». Concernant les priorités abordées lors du Sommet, il a indiqué que l'Algérie « soutient l'Afrique du Sud dans son appel à traiter de manière urgente la question du fardeau de la dette des pays en développement et les plus pauvres, en adoptant une approche incluant l'annulation partielle de la dette ou sa transformation en investissements directs et viables dans ces pays ». Il a ajouté que « dans le but de contribuer à résoudre ce problème, l'Algérie a procédé à l'annulation de la dette de 18 pays africains afin d'alléger le fardeau de leur endettement ». Le chef de l'Etat a précisé que « la problématique de la dette ne réside pas uniquement dans son volume, mais dans sa complexité technique liée aux politiques d'évaluation des risques par les institutions financières internationales, rendant le service de la dette lourd pour les économies de ces pays ». Il a appelé à des réformes profondes pour trouver des solutions pour les pays souffrant sous le poids de la dette souveraine, soulignant que l'Algérie « soutient les initiatives visant à réformer les organisations financières internationales à travers une gouvernance économique prudente, en révisant

les mécanismes de prise de décision pour assurer une représentation juste, équitable et transparente des pays en développement et du continent africain, en tenant compte de leur poids démographique et économique croissant ». Dans le domaine des énergies renouvelables, le président a souligné que l'Algérie « plaide pour mobiliser les financements internationaux et rassembler les ressources pour aider les pays en développement et les plus pauvres à accéder aux technologies et moyens favorisant la transition vers l'énergie verte », en encourageant « des partenariats bilatéraux et internationaux entre les membres du G20 et les pays partenaires dans le domaine de la transition énergétique ». Il a insisté sur le soutien de l'Algérie à « toutes les initiatives visant à augmenter le financement pour la prévention des risques majeurs et la réponse rapide aux catastrophes », soulignant que « les expériences nous ont appris qu'aucun pays n'est à l'abri d'une catastrophe, nécessitant une réponse rapide nationale et internationale pour aider les populations affectées ». Le président Tebboune a également exprimé le soutien de l'Algérie à l'intégration de l'Union africaine au G20, estimant que cela « permettra de défendre les intérêts du continent africain dans les forums internationaux et de mieux faire connaître au monde les positions africaines sur les questions économiques, notamment le financement du développement, l'accès aux marchés mondiaux et le transfert technologique ». Il a rappelé que « l'Afrique et le G20 peuvent établir un partenariat gagnant-gagnant, en s'insérant naturellement dans la zone de libre-échange africaine, essentielle pour le développement régional et la croissance durable du continent ». Enfin, il a abordé la question palestinienne, dénonçant les atrocités commises contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, qualifiées de « génocide méthodique », et a salué le rôle de l'ONU et des pays engagés pour la paix, notamment les États-Unis, le Qatar, l'Égypte et la Turquie, pour avoir contribué à mettre fin à ces violences. Le président a appelé à la mobilisation internationale pour reconstruire Gaza et restaurer l'espoir pour le peuple palestinien, affirmant que l'Algérie « se joindra à toute initiative que le G20 pourrait lancer à cet effet ».

Y.S.

Elle fait entendre la voix de l'Afrique

L'Algérie défend les priorités du continent

■ Pae Younes B.

Le Premier ministre algérien, Sifi Ghrieb, chargé de représenter le président Abdelmadjid Tebboune, a participé au Sommet du G20 à Johannesburg, premier forum sur le sol africain. L'Afrique du Sud, hôte de cette édition, a placé le sommet sous le triptyque « Solidarité, égalité, durabilité », donnant une portée symbolique à la rencontre et offrant au continent africain un espace de plaidoyer pour ses priorités. Sous la présidence de Cyril Ramaphosa, le sommet a rassemblé non seulement les membres permanents du G20, mais aussi plusieurs chefs d'État invités et des responsables d'institutions

internationales et régionales. L'Afrique du Sud a inscrit à l'ordre du jour des dossiers majeurs pour l'équilibre mondial, tels que le financement du développement, la réforme de la gouvernance économique internationale, la transition énergétique équitable et la régulation des crises systémiques qui touchent particulièrement les pays du Sud. La délégation algérienne a pleinement inscrit sa participation dans cette dynamique. Pour Alger, le sommet africain représente une opportunité rare : les préoccupations africaines sont abordées comme des enjeux centraux et non comme de simples variables d'ajustement. Le communiqué du Premier ministre souligne la convergence entre les

priorités sud-africaines et les aspirations plus larges du continent, notamment sur l'énergie, le climat, les migrations et les politiques de sécurité. Les discussions à Johannesburg ont porté sur les multiples crises qui redessinent les rapports de force mondiaux : tensions géoéconomiques persistantes, ralentissement du commerce international, fragilité des chaînes d'approvisionnement, pressions inflationnistes, multiplication des conflits régionaux et urgence climatique. L'Afrique du Sud souhaite transformer ce sommet en espace où la voix africaine s'exprime de manière proactive et stratégique, au-delà des traditionnels plaidoyers réactifs.

Y.B.

ÉDITORIAL I'EXPRESS

L'Appel d'Alger

■ Par Merouane Korso

Derrière les protocoles et les rencontres bilatérales de circonstance, la réalité : les pays en développement sont écrasés par un lourd fardeau, nommé endettement extérieur. A Johannesburg, la question de l'endettement des pays en développement est au cœur des travaux du G 20, boudés par la plus riche nation du monde, le président Donald Trump ayant boudé ce sommet, le premier qui se tient sur le continent africain et le dernier, avant longtemps, à être programmé dans un pays émergent. C'est dire que les travaux de ce sommet, ouverts hier samedi dans la capitale sud-africaine sous le thème "Solidarité, égalité, durabilité", semblent avoir été zappés par les grandes puissances économiques, celles en fait qui détiennent la quasi majorité de la dette des pays en développement. Et c'est cette question de développement contrarié par le poids de l'endettement des pays du Sud qui a été mise en valeur par l'Algérie, à travers le discours, lu en son nom par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, du président Abdelmadjid Tebboune. Car en dehors du folklore des sommets regroupant les chefs d'état et de gouvernement du sud et du nord de la planète, les riches et les endettés, il y a la question subsidiaire : comment assurer un développement inclusif et durable dans la partie sud de la planète sans effets pervers en termes financiers et de dépendance politique ? Car la question de l'énorme endettement des pays en développement est telle que cela rend pratiquement impossible toute avancée sociale, technologique, sur fond d'amélioration des conditions de vie dans la partie sud de la planète. A Johannesburg, cette problématique est au cœur des travaux du sommet du G20 que certains pays occidentaux veulent détourner vers des sujets qui les préoccupent pour les 50 prochaines années : énergie, développement vert, croissance durable non polluante. Ce n'est pourtant pas l'agenda des pays en développement, comme l'a déclaré et réaffirmé le président Abdelmadjid Tebboune, pour qui il est vital "de prendre en charge de toute urgence la question de la dette et du service de la dette pesant sur les pays en développement et les pays les plus pauvres." Dans la foulée, il a attaqué en appelant, à l'instar de la communauté internationale, à la "réforme des organisations financières internationales", une réforme devant mener à une garantie de "la représentation juste, équitable et transparente des pays en développement et du continent africain au sein des organes de gouvernance de ces institutions". Car, depuis quelques années, plusieurs voix au sein de l'Union africaine comme au sein des organisations internationales ont appelé à une réforme, sinon une révision des mécanismes de fonctionnement de certaines institutions financières internationales comme le FMI, la Banque mondiale et les clubs de Paris et de Londres, ainsi que certaines banques et bailleurs de fonds. L'enjeu - politique, économique et social - est important, vital pour la survie des nations endettées, celles des pays en développement, asphyxiés par le poids de leur endettement. Et la situation est grave : selon la Cnuced, le surendettement menace désormais plus de la moitié des 68 pays à faible revenu éligibles au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international, soit plus du double du nombre de pays concernés en 2015. Quant à la dette extérieure des pays en développement, elle a quadruplé en deux décennies pour atteindre un record de 11 400 milliards de dollars en 2023, soit 99 % de leurs recettes d'exportation.

M.K.

Bruxelles se rebiffe

L'accord Maroc-UE rejeté

Alors que la situation est marquée à l'intérieur du Maroc par des mouvements de protestations, auxquels répond le makhzen par la répression aveugle, le Front Polisario et le Sahara occidental ne cessent de gagner des points au plan international, notamment européen.



■ Par Kader M.

C'est ainsi que les membres de la commission de l'agriculture du Parlement européen ont procédé, jeudi dernier, au rejet du nouvel accord conclu entre le Maroc et l'Union européenne (UE) ayant trait aux produits émanant des territoires sahraouis sous occupation marocaine, le qualifiant carrément de « honte ». De ce fait, au début du mois d'octobre dernier, et en dépit des arrêts rendus par la Cour de justice de l'UE (CJUE) le 4 octobre 2024, faisant état de l'annulation des accords commerciaux antérieurs et statuant ainsi et sans ambiguïté sur le fait que « le Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires distincts et séparés » et que la validité de tout accord nécessitait « le consentement du peuple sahraoui à travers son unique représentant légitime, le Front Polisario » ; la Commission européenne a négocié quand même un nouvel arrangement. Ce dernier est fondé sur la modification du règlement sur les normes de commercialisation, particulièrement la question cruciale de l'étiquetage du pays d'origine. A travers cela, les parlementaires ont perçu cette démarche comme une manœuvre à des fins de « maintien des exportations de produits agricoles sahraouis sous couverture marocaine ». Ainsi, l'indignation était à son comble jeudi dernier, lors de la tenue de la session de la Commission de l'agriculture. Transcendant les

clivages politiques, les députés européens ont carrément accusé la Commission européenne de « céder au Maroc », voire de tenter d'annuler l'effet de la décision de la Cour.

« Je suis stupéfait par l'audace de la Commission et par la manière dont elle ignore les arrêts de la CJUE concernant les accords de libre-échange », a martelé le député Herbert Dorfmann pour exprimer son étonnement. Son collègue, le député Thomas Waitz, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère non plus pour dénoncer l'accord, en déclarant : « Cet accord n'est pas conforme au droit international. Nous, Européens, qui défendons souvent le respect du droit international, devons agir de même lorsqu'il s'agit des produits agricoles du Sahara occidental ».

Pis encore, les parlementaires n'ont pas hésité à accuser la Commission européenne de « trahison envers les consommateurs », voire de « saper le droit international » et de comportement digne « d'un bureau commercial pour le Maroc », au détriment des intérêts des agriculteurs européens. Face à tout cela, des « éclaircissements juridiques » de la part de l'exécutif européen ont fait l'objet de réclamations du président de la commission de l'agriculture, Daniel Buda.

« Le rejet catégorique de cet accord illégal » a fait l'objet de réaction, la veille, du côté sahraoui.

« On s'y opposera par tous les moyens juridiques garantissant le respect des droits souverains du peuple sahraoui », a réaffirmé le Front Polisario. Quant au conseiller du

Président sahraoui, Abi Bouchraya Bachir, il a insisté sur la double illégalité de l'accord, en faisant savoir que, non seulement il viole les décisions de la CJUE en l'absence de consentement sahraoui, mais il enfreint également les règles de procédure en vigueur, notamment par « l'exclusion du Parlement de la phase de signature provisoire, imposant ainsi un fait accompli sans aucune discussion ».

Pour M. Bachir, l'accord ne respecte pas seulement l'exigence de la Cour d'un étiquetage conforme à la réalité territoriale et au code international reconnu « Sahara Occidental EH ». Et au lieu de cela, il procède à « un contournement évident en adoptant les appellations administratives mises en place par le Maroc », telles que « Dakhla - Oued Ed-Dhahab » et « Laâyoune - Sakia El Hamra ».

Enfin, la présidente de l'Observatoire sahraoui des ressources naturelles et de l'environnement, Yacouta El Mokhta, affiche la même indignation, en réitérant « le rejet catégorique par le peuple sahraoui de tout accord entre l'Union européenne et le Maroc qui inclurait le Sahara occidental, quelles que soient la formule et les appellations utilisées, car le statut juridique de ce territoire est constant et clair, et le Maroc n'y détient aucune souveraineté ». Elle a exhorté, pour cela, la Commission de l'agriculture à procéder au « rejet de toute formule ou appellation susceptible d'entraîner des ambiguïtés contribuant à contourner le statut juridique du Sahara occidental ».

K.M.

Pour rétablir
le fil du dialogue
Paris dépêche
Anne-Marie
Descôtes à
Alger

Dans un contexte de début de détente entre Paris et Alger après plusieurs mois de tensions, la secrétaire générale du ministère français des Affaires étrangères, Anne-Marie Descôtes, est arrivée en visite de travail à Alger jeudi passé. Accompagnée d'une délégation importante, elle a rencontré ses homologues en Algérie pour préparer la reprise du dialogue bilatéral, notamment en vue d'une visite prochaine du ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez. Cette visite intervient avec les récents développements, notamment la libération de Boualem Sansal sur demande du président allemand. Le porte-parole du Quai d'Orsay a insisté sur la volonté de relancer une dynamique « étape par étape » pour produire des résultats concrets. Anne-Marie Descôtes a pour mission principale de débayer le terrain dans un contexte où l'Algérie insiste pour que la reprise du dialogue ne se limite pas aux seuls dossiers migratoires ou sécuritaires. Alger souhaite que ce dialogue reprenne au plus haut niveau ministériel, avec la visite annoncée de Laurent Nuñez, afin d'aborder aussi les questions économiques et autres dossiers qui restent cruciaux pour les deux pays. Cette visite signe un nouveau départ des relations bilatérales qui s'étaient brutalement refroidies, en avril dernier, à la suite d'incidents diplomatiques. Le retour à un dialogue constructif est donc perçu comme un signe encourageant dans un contexte international marqué par des enjeux géopolitiques et économiques majeurs. La coopération migratoire, la sécurité régionale et l'économie figurent au cœur des priorités affichées par le ministère français des Affaires étrangères. Au-delà de ces sujets, l'espoir est de renforcer la relation franco-algérienne pour mieux servir les intérêts des deux nations et apaiser les tensions qui ont récemment pesé sur leurs échanges.

H.H.

Patrick Pouyanné :

« Quand la politique s'efface, les affaires avancent »

■ Par Kader M.

Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies, a livré jeudi passé, sur LCI, un message clair sur les relations énergétiques entre la France et l'Algérie, au moment où Paris et Alger amorcent une phase d'apaisement après plusieurs mois de tensions diplomatiques. Interrogé sur le gaz algérien, dont la demande en Europe est pressante, Pouyanné a affirmé que de façon franche « moins les politiques s'en mêlent, mieux se portent les affaires ». Il a rappelé que le gaz reste un élément important dans la relation avec l'Algérie, mais qu'il existe aussi d'autres sources de diver-

sification énergétique. Il met en évidence l'avantage géographique qui est un atout de poids : « Le prix du gaz algérien reste aligné sur celui du gaz américain, mais sa proximité permet de réduire les coûts de transport, avec la traversée de la Méditerranée comme avantage logistique ». Malgré une volatilité politique entre les deux pays, TotalEnergies maintient ses contrats stables avec Sonatrach, et poursuit ses activités sans ingérence politique. « Le PDG de Sonatrach est mon seul interlocuteur », a-t-il insisté, précisant que les négociations se font directement avec l'entreprise nationale et non via les présidents Tebboune ou Macron. Cette position traduit une volonté d'assurer la continuité et la stabilité des affaires, indépendamment des aléas diplo-

matiques. Dans ce cadre, TotalEnergies a récemment obtenu un permis d'exploration en Algérie, illustrant ainsi la confiance et l'ancrage profond du groupe dans le pays. Les échanges économiques bilatéraux dépassaient 11 milliards d'euros en 2024, principalement portés par le pétrole et le gaz naturel, qui représentent près de 80% des exportations vers la France. Par ailleurs, l'implantation de nombreuses entreprises françaises souligne l'importance stratégique de ces liens commerciaux. La reprise progressive du dialogue au plus haut niveau, avec la disponibilité exprimée par Emmanuel Macron pour une rencontre avec Abdelmadjid Tebboune, laisse espérer une relance possible de la coopération sur des dossiers cruciaux comme la sécurité

régionale, la migration et bien sûr l'énergie. Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères, a également confirmé l'existence d'un processus de contacts visant à rétablir la coopération économique entre les deux pays. À l'heure où le monde fait face à des défis énergétiques majeurs, le message de Patrick Pouyanné rappelle que la stabilité des relations économiques repose avant tout sur la confiance entre entreprises et l'autonomie du dialogue commercial, loin des tensions politiques. Une approche pragmatique qui semble essentielle pour garantir et la sécurité énergétique européenne et la consolidation des liens économiques entre l'Algérie et la France.

H.H.

Le ministre de la Communication en parle :

Le journalisme spécialisé « est devenu indispensable »

■ Par Merim Ka

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a exprimé son regret face à la réduction des espaces dédiés aux écrits et aux travaux journalistiques spécialisés», et ce, lors d'une journée d'étude organisée par l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) placée sous le thème «L'état de la presse scientifique en Algérie», au siège du ministère. Répondant à des questions de journalistes, le ministre a fait savoir qu'un ensemble de critères a été établi afin qu'un média puisse accéder aux annonces et financements du Fonds d'aide à la presse. Parmi les principaux critères cités par M. Bouamama figure la spécialisation. Le ministre a fait savoir que les médias qui s'orientent vers la spécialisation bénéficieront de points bonifiés décidés par la tutelle. « Nous avons veillé à ce que la spécialisation fasse partie des critères arrêtés pour l'accès aux annonces et financements », a-t-il dit. Pour lui, le paysage médiatique ne peut tolérer l'improvisation ou l'amateurisme dans le contexte actuel. Bien au contraire, « il exige des compétences en mesure de gérer l'immense flux d'informations, de les filtrer et de les transformer en matière médiatique fiable », a-t-il dit. « Aujourd'hui, nous avons besoin d'un journalisme spécialisé qui fait la différence sur la scène médiatique, nous offrant des travaux durables et non occasionnels, sérieux et profonds, et non généraux et superficiels », a souligné le ministre entre autres. Il tient à préciser que l'information basée sur la connaissance « n'est pas un luxe intellectuel, mais une nécessité vitale, un pilier de la stabilité sociale et un outil de souveraineté ». Pour lui, le journalisme scientifique est la première vitrine pour promouvoir et élever la conscience collective, pour en-

Face à un flux d'informations de plus en plus dense et sensible, le ministre de la Communication estime que le paysage médiatique national ne peut plus se permettre l'improvisation ni l'amateurisme. Il appelle à un journalisme spécialisé capable d'assurer la fiabilité, la maîtrise et la valorisation du contenu.



courager l'esprit de recherche, développer l'innovation et la créativité, et établir une culture de communication scientifique, qui est devenue une nécessité pour la sécurité intellectuelle.

« Ne pas se précipiter dans la création des écoles »

De son côté, le président de l'AAST, Mohamed Hichem Kara, a indiqué que la promotion de la presse scientifique s'imposait comme une nécessité, étant un pont qui relie le monde de la recherche scientifique

à la société, toutes catégories confondues. Kara a souligné que la spécialisation «continue de rencontrer de nombreuses difficultés bien qu'il y ait des journalistes qualifiés et un paysage national de la recherche riche en réalisations dignes d'intérêt». Le président de l'Académie a souligné, dans ce sens, «l'importance pour la presse de s'adapter au progrès scientifique et technologique mondial, de faire connaître les réalisations accomplies par les chercheurs, les ingénieurs et les innovateurs en Algérie et de les communiquer au public de manière

simplifiée et accessible». Et d'ajouter que l'objectif de ces efforts est de «promouvoir la culture scientifique et d'éveiller la curiosité et l'esprit de découverte chez les jeunes et les enfants», «en tant que fondement de la construction d'une société innovante et ouverte à la connaissance». Kara a plaidé, en outre, pour «l'établissement d'un système intégré» qui garantit une formation spécialisée aux journalistes et renforce les canaux de communication entre journalistes et chercheurs, en consacrant des espaces suffisants au contenu scientifique dans divers médias nationaux. Les participants à cette journée ont appelé, quant à eux, à l'adoption d'une stratégie nationale qui permet de former les journalistes dans le domaine des sciences. À ce propos, le membre fondateur de l'AAST, Ahmed Djebbar, a précisé que l'Algérie s'est engagée, au cours des dernières années, dans un projet national visant à valoriser la science et la technologie, ce qui nécessite un accompagnement médiatique contribuant à l'enracinement d'une conscience sociétale de ces initiatives. Dans le même contexte, l'intervenant a suggéré la création de programmes de formation académique graduels dans la presse scientifique, en commençant par des cycles de formation de courte durée sous la supervision de l'École nationale supérieure de journalisme, puis des programmes de longue durée sanctionnés par des diplômes de licence et d'études supérieures spécialisées. Il a toutefois déconseillé la précipitation de la création d'écoles spécialisées. « On s'inspire des expériences des autres en les faisant adapter à la réalité du contexte algérien. On ne peut pas ouvrir des écoles spécialisées dans toutes les universités parce qu'on manque d'encadreurs. Et si on le faisait dans le contexte actuel, nous serions dans l'obligation d'importer des coopérants, ce qui nous priverait de gérer la politique de formation ».

M. Ka

A la 4e édition du Woodtech

Des opérateurs plaident pour le regroupement des importations

■ Par Merim Ka

« Les opérateurs de la filière du bois sont en discussion avec les autorités compétentes pour la rédaction des textes d'application portant sur les regroupements pour l'importation et l'exportation. Cette formule est une solution pour réduire la facture d'importation. Selon une étude, l'importation des matières premières en grande quantité « par navire entier au lieu des importations individuelles par conteneurs pourrait réduire le coût global du transport de 45 millions de dollars », selon Djaber Bensdira, président de l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS). La 4e édition du Salon international du bois, menuiserie, équipements & technologies « Algeria Woodtech » a ouvert ses portes, hier, au Palais des expositions-Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 120 exposants nationaux et étrangers représentant 10 pays. Le but recherché est d'écouter « les préoccupations

des acteurs » concernant les différents problèmes auxquels ils font face, notamment l'accès au foncier industriel, aux matières premières, à la main-d'œuvre, aux financements et à toutes les démarches liées à l'activité professionnelle des entreprises. Cela inclut également les aspirations et les défis de chaque entreprise, qui ont des programmes et des objectifs à court, moyen et long termes. Dans une déclaration à l'Express en marge de cet événement économique, Djaber Bensdira a indiqué que l'un des objectifs derrière l'organisation de cette manifestation économique est de réunir les opérateurs de la filière pour débattre des problèmes rencontrés sur le terrain, les défis et perspectives afin de promouvoir cette industrie. Pour lui, il est judicieux de conjuguer les efforts entre professionnels du domaine pour mieux la maîtriser et réduire la facture d'importation, notamment la matière première. Les opérateurs de la filière aspirent à déboucher sur un système permettant des « importations groupées des matières premières », qu'il présente comme une solution en mesure de réduire

de moitié le coût des importations. Selon les conclusions d'une étude menée par l'OACIS et présentée au gouvernement, « l'importation des matières premières en grande quantité « par navire entier au lieu des importations individuelles par conteneurs » pourrait réduire le coût global du transport de 45 millions de dollars ». M. Bensdira souhaite que la CNAN, l'entreprise nationale de transport maritime, soit l'élément central des opérations d'importations. Le président de l'OACIS juge qu'il « est hautement nécessaire d'orienter le secteur vers la création de centrales d'achat » pour la filière de l'industrie du bois. Un secteur qui est en plein essor. Ainsi, les opérateurs du secteur ont réussi la transition de l'importation vers la production locale. Avant qu'elle ne soit arrêtée, « le coût d'importation avoisinait les 700 millions de dollars », a précisé notre interlocuteur. Sans enregistrer aucune pénurie ou tension sur le marché après l'arrêt des importations du meuble (produit fini), les producteurs locaux ont couvert les besoins du marché national, s'est-il réjoui, estimant, par ricochet, que le chiffre d'affaires

réalisé par la production nationale réalise également les 700 millions de dollars ». Il a également fait savoir que l'objectif des opérateurs de la filière est de s'orienter vers l'exportation. Un pas franchi depuis mai dernier avec la participation de cinq opérateurs de la filière à la 7e édition de la Foire des produits algériens, qui a eu lieu en mai dernier à Nouakchott, qui Ces ont tous signé des contrats avec des opérateurs locaux. Les opérateurs algériens participeront également à une foire qui se tiendra en décembre prochain à Dakar (Sénégal). Pour précision, cet événement devant se poursuivre jusqu'au 25 du mois courant, sera l'occasion de « découvrir les différentes technologies de pointe et les solutions innovantes, ainsi que les diverses ressources, allant des matières premières aux produits finis, y compris les accessoires, les équipements et les machines ». Cette édition a connu la participation de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Tunisie, de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Egypte, de l'Indonésie, de l'Italie et de la Turquie.

M. Ka

La BEA ouvre 3 succursales bancaires en France

La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a annoncé jeudi l'inauguration de sa première filiale à 100% en France, à travers trois succursales, dans le cadre de sa stratégie d'expansion internationale, une étape qualifiée d'historique par la banque publique. "Nous sommes fiers d'annoncer l'inauguration officielle de notre première filiale à 100% de la BEA en France, à Marseille, Saint-Denis et Courcelle. Un jalon majeur dans notre stratégie d'expansion internationale" a indiqué la Banque dans un communiqué. La cérémonie d'inauguration officielle s'est déroulée en présence du président du conseil d'administration de la BEA, El Hadi Soltani, de son Directeur Général par intérim, Belala Mounir, du Directeur Général de BEA International, Labbou Liamine, et des membres de son conseil d'administration, ainsi que de nombreux cadres, partenaires et membres de la communauté algérienne. Cette ouverture "marque une nouvelle dynamique pour la BEA", a souligné M. Belala, cité dans le communiqué, qualifiant l'événement de "moment historique pour notre institution et une étape décisive dans notre développement à l'international". La BEA, première banque en Algérie et classée en 2025 parmi les top10 des banques africaines, "poursuit sa mission d'accompagner la croissance et d'offrir des solutions innovantes à ses clients", a-t-il soutenu, rappelant que l'essor de la Banque "repose sur la confiance de ses clients, la compétence de ses équipes et sa capacité à anticiper les transformations du secteur". "L'ouverture de cette filiale répond à un besoin réel: offrir aux investisseurs et aux acteurs du commerce extérieur un interlocuteur bancaire de proximité, capable de comprendre leurs attentes et d'y répondre efficacement", a-t-il souligné, exprimant sa reconnaissance envers toutes les équipes et partenaires. "Leur engagement et leur dévouement ont permis de transformer une vision en réalité. Nous sommes convaincus que cette filiale constituera un levier essentiel pour notre développement futur", a encore soutenu le même responsable, se réjouissant d'un "nouveau chapitre qui s'ouvre pour la BEA, porté par l'ambition, la proximité et l'innovation".

PRODUCTION DE CIMENT

Adjal examine le projet de décarbonation avec les responsables du groupe "Holcim El-Djazair"

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal a reçu, jeudi à Alger, une délégation de cadres dirigeants du groupe "Holcim El-Djazair", opérateur en solutions de construction innovantes et durables, conduite par Abdenour Souakri, pour examiner le projet de décarbonation des opérations de production de ciment, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres, M. Adjal a affirmé le grand intérêt accordé par le Gouvernement et son ministère en particulier aux énergies renouvelables et aux investisseurs dans ce domaine sur lequel l'Algérie mise beaucoup pour intégrer les marchés extérieurs, notamment en ce qui concerne le soutien à l'industrie à faible empreinte carbone. Pour le ministre, il s'agit d'un projet important exigeant la contribution des différents secteurs à son examen, analyse, soutien et accompagnement, ajoutant que le ministère est pleinement conscient des défis et de l'impact environnementaux et économiques de la décarbonation. Pour sa part, M. Souakri a évoqué l'importance du projet dans la facilitation de l'accès aux marchés européens et la réduction de la facture d'importation, selon le communiqué.

L'INDUSTRIE ET L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE SE RÉUNISSENT

Promouvoir l'innovation industrielle et la transformation numérique

Le Ministère de l'Industrie et le Ministère des Start-ups et de l'Économie de la Connaissance ont organisé jeudi un événement important pour promouvoir l'innovation industrielle et la transformation numérique grâce à un partenariat stratégique avec les startups.

Par : Ines B

Cette rencontre entre dans le cadre d'une réunion reflétant l'orientation stratégique de l'Algérie vers la construction d'une économie de la connaissance et l'innovation technologique. Organisée au siège d'Algeria Venture, elle a rassemblé le Ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, et le Ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-Entreprises, M. Nouredine Ouadah, ainsi qu'un groupe restreint de startups algériennes spécialisées dans les solutions industrielles intelligentes. "Cette réunion s'est tenue en amont de l'événement parallèle « Industrie 4.0 », qui se déroulera lors de la Conférence africaine des startups, prévue du 6 au 8 décembre 2025. Cet événement devrait constituer une étape majeure dans la promotion d'une culture de l'innovation et de l'excellence aux niveaux national et continental", indique le ministère de l'Industrie dans sa page officielle facebook. "Dans une ambiance interactive, les deux ministres ont suivi avec attention les présentations techniques de haut



niveau données par des entrepreneurs représentant la nouvelle génération d'innovateurs algériens. La rencontre a permis des échanges constructifs sur l'intégration de ces solutions innovantes au sein du système industriel national, l'accent étant mis sur l'accélération de la transition vers une industrie intelligente et le développement des compétences locales dans la production d'équipements électroniques et industriels de pointe", ajoute le ministère. A cette occasion, cinq startups ont présenté leurs solutions technologiques de pointe au Parc Dounia de Dely Ibrahim,

témoignant de la maturité croissante de l'écosystème d'innovation en Algérie : Il y a CEVIE pour le Développement de passerelles de communication industrielle et d'unités de contrôle terminal à distance pour une surveillance et un pilotage ultra-performants des processus industriels. Ensuite il y a AET Industrie : Développement de systèmes de communication industrielle et conception d'interfaces de communication avancées conformes aux dernières normes internationales. Vision Intek : Spécialisée dans le secteur du ciment, cette entreprise fabrique des automates pro-

grammables industriels (API) avec une expertise 100 % algérienne afin de renforcer l'indépendance technologique nationale. Massnai3 : Développement d'un système de gestion de la production entièrement localisé, permettant aux entreprises d'améliorer leur productivité grâce aux outils algériens. et Digiwave : Vision globale de l'Industrie 4.0, englobant les systèmes de planification des ressources de l'entreprise (ERP), les solutions IoT industrielles et les plateformes de calcul en périphérie optimisées par l'IA.

La réunion a bénéficié d'une participation active des PDG des principaux pôles industriels publics comme le Groupe algérien des spécialités chimiques, le Groupe algérien de la mécanique et le Groupe de l'électricité et de l'électronique, ainsi que de hauts responsables des deux ministères. "Cette forte mobilisation témoigne d'une volonté affirmée de bâtir des partenariats solides entre les entreprises émergentes et les pôles industriels publics, afin de parvenir à l'intégration souhaitée entre innovation technologique et capacités de production existantes", conclut-on.

I.B.

HYDROCARBURES:

Arkab reçoit le PDG de "Naturgy"

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, jeudi à Alger, le PDG de la compagnie espagnole "Naturgy", Francisco Reynés, avec lequel il a passé en revue les moyens de renforcer la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, du PDG de Sonatrach, Nouredine Daoudi et de cadres du ministère, les deux parties ont passé en revue "l'état et les perspectives de la coopération entre le groupe Sonatrach et la compagnie espagnole "Naturgy",

notamment en matière de commercialisation du gaz naturel, affirmant l'importance du partenariat stratégique unissant les deux parties depuis de longues années", ajoute la même source. Les discussions ont permis également d'examiner les moyens de renforcer cette coopération, à travers l'élargissement du champ des projets communs et la prospection de nouvelles opportunités d'investissement dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, outre la coopération dans d'autres domaines d'intérêt commun. Ainsi, M. Arkab s'est félicité de la solidité des relations entre les deux compagnies, affirmant

la disponibilité de Sonatrach à approfondir et à développer le partenariat avec "Naturgy", notamment dans les secteurs vitaux mutuellement bénéfiques, ajoute le communiqué. M. Reynés a, quant à lui, salué la relation étroite et de longue date liant "Naturgy" et Sonatrach, affirmant l'attachement de la compagnie à consolider et à élargir la coopération avec le partenaire algérien, à travers le développement de nouveaux projets dans le domaine de l'industrie pétrolière et du gaz, au mieux des intérêts des deux parties et en appui au processus de coopération énergétique entre l'Algérie et l'Espagne.

OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES

L'inflation annuelle s'établit à 2,2% à fin septembre

Le rythme d'inflation en glissement annuel en Algérie s'est établi à 2,2% à fin septembre 2025, a indiqué jeudi l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. Le rythme d'inflation en glissement annuel à fin septembre 2025 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant d'octobre 2024 à septembre 2025 par rapport à celle allant d'octobre 2023 à septembre 2024. Quant à la variation annuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire la croissance des prix en septembre 2025 par rapport à septembre 2024, elle a enregistré une baisse de 2%. S'agissant de l'évolution mensuelle, qui est l'indice brut des prix à la consommation

en septembre 2025 par rapport à août 2025, elle a été de -0,7%, alors qu'elle avait connu "une relative stabilité" à la même période de 2024 (+0,1%). Selon l'office, ce recul s'explique principalement par la diminution des prix des produits alimentaires, en baisse de 1,4%, ainsi que par le fléchissement des prix des produits manufacturés (-0,3%). Les produits agricoles frais ont fortement contribué à cette tendance, affichant une variation de -2,1%, notamment sous l'effet de la chute des prix des légumes (-19,0%) et de la pomme de terre (-18,1%). L'ONS précise toutefois que certains produits ont augmenté, dont la viande de poulet (+19,0%) et les fruits (+21,6%). Les pro-

duits alimentaires industriels ont également reculé de 0,7%, un mouvement attribué en grande partie à la baisse des prix des légumes secs (-0,9%), poursuit la même source. Concernant les produits manufacturés, la baisse est liée à la diminution des prix de l'habillement pour enfants (-1,6%) et des fournitures scolaires (-7,7%), tandis que certains articles, comme les chaussures pour enfants et bébés, ont enregistré une légère hausse (+0,9%). Les prix des services, eux, sont restés stables. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation affiche une baisse plus marquée de 1,0% en septembre par rapport à août, souligne l'ONS.

CONTRÔLE DES PRODUITS IMPORTÉS

Réception de 8 laboratoires mobiles fabriqués en Algérie

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdelatif, a annoncé, jeudi à Alger, la réception de 8 laboratoires mobiles fabriqués en Algérie et dotés d'équipements de pointe, afin de renforcer le contrôle des produits importés. Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mouaz Ahmed, vice-président de l'APN, consacrée aux questions orales, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, Mme Abdelatif a précisé que "conformément aux instructions du président de la République, visant à renforcer l'action de contrôle en laboratoire, huit laboratoires mobiles de fabrication algérienne et dotés en équipements de pointe ont été réceptionnés en vue de renforcer le contrôle des produits importés et locaux sur le terrain", selon l'APS. La ministre a, en outre, affirmé que la structure nationale des laboratoires représente l'épine dorsale du système de contrôle, d'autant plus que le secteur compte 42 laboratoires actifs relevant du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), en sus du Laboratoire national d'essais spécialisé dans le contrôle des produits industriels. La capacité d'analyse de ces laboratoires s'élève à 20.000 échantillons par an et une augmentation est attendu à la faveur de l'entrée en service de nouveaux laboratoires, a-t-elle relevé. Dans ce cadre, Mme Abdelatif a indiqué que les services du ministère ont prélevé, au cours des 10 premiers mois de l'année en cours, 13.826 échantillons de produits alimentaires et non-alimentaires, en vue de les soumettre à des analyses microbiologiques et physicochimiques et à des essais industriels. Selon la ministre, les résultats ont révélé la conformité de 11.816 échantillons, soit un taux de 85,5%, "ce qui reflète une évolution notable en termes du respect par les opérateurs des règles techniques et sanitaires". Par ailleurs, 142.816 vérifications ont été effectuées à l'aide d'instruments de mesure portables, ce qui a permis la détection rapide de 3.861 cas de non-conformité, selon la ministre. Elle a souligné que le contrôle de la qualité n'est pas une simple formalité administrative, mais un choix stratégique adopté par l'Etat pour protéger son économie, préserver les droits des consommateurs et renforcer le processus du développement durable", saluant l'amélioration notable de la qualité du produit algérien et la hausse du niveau de confiance des consommateurs".

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE OUEST

Djellaoui insiste sur le délai de livraison du projet

En déplacement à Tindouf, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a appelé à une accélération du chantier de la ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, un projet stratégique dont la livraison est attendue avant fin 2025.

Par Inès B.

L'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) vient de se doter de sept (7) nouveaux chariots élévateurs. "Conformément aux directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à développer les ports nationaux et à améliorer leurs services, l'Entreprise portuaire d'Alger a reçu sept (7) nouveaux chariots élévateurs principalement dédiés à la manutention des conteneurs", a indiqué hier le ministère de l'intérieur, des collectivités locales de transports dans sa page officielle facebook. Cette mesure s'inscrit dans un programme global de renforcement des capacités logistiques du port. Elle vise à faciliter les opérations de chargement et de déchargement et à réduire le temps d'immobilisation des navires, contribuant ainsi à une amélioration de la rapidité et de l'efficacité des opérations portuaires. "Ces chariots élé-



vateurs seront principalement utilisés pour les opérations de chargement et de déchargement, mais contribueront également à améliorer la performance dans les entrepôts et à bord des navires, accélérant ainsi les processus de manutention", ajoute le communiqué du ministère. Notons que le port d'Alger a récemment acquis de nouveaux chariots élévateurs dans le cadre de sa modernisation, y compris quatre chariots élévateurs pour conteneurs vides de 9

tonnes et des chariots élévateurs pour le dépotage. Au total, 106 chariots élévateurs de conteneurs d'une capacité de manutention de plus de 6 000 conteneurs de 20 pieds sont attendus. L'acquisition de ces équipements vise à moderniser les infrastructures du port et à renforcer ses capacités opérationnelles. Ces investissements permettent d'améliorer les performances du port, de fluidifier le trafic maritime et de renforcer ses capacités de stockage. Le port d'Al-

ger a récemment renforcé ses capacités opérationnelles à la suite de travaux de réhabilitation sur plusieurs quais. Ces aménagements ont permis d'améliorer la gestion du trafic maritime et d'optimiser le traitement des marchandises. L'EPAL a acquis également récemment deux grues portuaires d'une capacité de levage de 125 tonnes qui peuvent travailler jusqu'à 50 conteneurs par heure avec (...) de 45 tonnes, quatre chariots élévateurs pour conteneurs vides de 9 tonnes et nous attendons l'arrivée de six cavaliers gerbeurs avec deux autres grues portuaires de 125 tonnes et chariots élévateurs pour le dépotage. En outre, la réhabilitation des infrastructures et l'introduction de nouveaux équipements marquent une étape clé dans la modernisation du port d'Alger. Des efforts qui visent à améliorer durablement ses performances et à répondre aux exigences du transport maritime international.

Inès B.

FINANCES

Signature d'une convention de coopération entre la HATPLC et l'IAHEF

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a signé une convention de coopération avec l'Institut algérien des hautes études financières (IAHEF), en vue de renforcer les valeurs d'intégrité et de transparence et d'ancrer la culture de la gouvernance au sein du secteur économique, indique, jeudi à Alger, un communiqué de l'Autorité. "Dans le cadre du renforcement de la coopération institutionnelle et du développement du système de formation et d'échange d'expertises, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte

contre la corruption, Mme Salima Mousserati, a reçu la directrice générale de l'Institut algérien des hautes études financières, Mme Meriem Ouana, et la délégation l'accompagnant, en présence des cadres de l'autorité", précise le communiqué. "Une convention de coopération a été signée, en vue de renforcer les valeurs d'intégrité et de transparence et d'ancrer la culture de la gouvernance au sein du secteur économique", ajoute la même source. Cette convention s'inscrit "dans le plan d'action de l'Autorité pour l'année 2026, élaboré pour mettre en œuvre la Stratégie nationale de pré-

vention et de lutte contre la corruption, notamment dans son troisième objectif qui prévoit le renforcement de la transparence et de l'intégrité dans le secteur économique". Les clauses de la convention prévoient "la mise en place d'un cadre pratique définissant les mécanismes de coordination entre les deux institutions, notamment dans les domaines de la conception et de la mise en œuvre de programmes de formation, de l'audit financier et du renforcement des capacités en matière d'évaluation des systèmes de transparence et de contrôle de leur efficacité", selon la même source.

FONCIER AGRICOLE

Finaliser l'assainissement dans les meilleurs délais

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que les efforts se poursuivent afin de finaliser le dossier d'assainissement du foncier agricole dans les meilleurs délais, selon l'APS. Lors d'une plénière consacrée aux questions orales, présidée par M. Ahmed Mouaz, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, et des membres du Gouvernement, M. Oualid a précisé que les commissions de wilaya et la commission nationale chargée de l'assainissement du foncier agricole poursuivront leurs travaux en vue de résoudre les différents problèmes soulevés, et ce, dans le cadre de la circulaire interministérielle numéro 2, publiée le 1er juin dernier. La commission nationale, qui tient une série de réunions depuis sa création le 9 décembre 2024, dont la dernière en date a eu lieu ce jeudi, œuvre à régulariser toutes les questions en suspens, y compris celles résul-

tant de l'ambiguïté de certaines dispositions légales ou du non-respect des clauses convenues par certains agriculteurs, a-t-il ajouté. Parmi les problématiques en cours de résolution, figurent celles relatives au transfert de la concession aux héritiers, aux procédures de résiliation en cas de défaut de dépôt des dossiers de succession par les héritiers, ainsi qu'à l'activation du droit de cession de la concession. A ce propos, M. Oualid a souligné que l'investisseur titulaire de la concession souhaitant céder son droit de concession agricole est tenu d'informer l'Office national des terres agricoles (ONTA) et de préciser le montant de la cession ainsi que la partie candidate à l'obtention du droit de concession, ajoutant que la cession par le concessionnaire de son droit réel ne signifie pas nécessairement la cession du terrain, qui reste une propriété de l'Etat. La création de cette commission intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors du 50e anniversaire de la création de

L'Union nationale des paysans algériens (UNPA) en novembre 2024, enjoignant de clore le dossier du foncier agricole avant fin 2025. Répondant à une question concernant l'utilisation des semences hybrides, le ministre a estimé que ce type de semence "a démontré sa grande capacité à accroître le rendement agricole et à améliorer la qualité des produits, faisant du développement de cette technologie un choix stratégique". Dans ce contexte, il a indiqué que le secteur accorde une importance majeure au suivi de l'utilisation des semences, qu'elles soient locales ou hybrides, afin de garantir la sécurité alimentaire nationale, de préserver le patrimoine génétique végétal et d'assurer la durabilité de la production agricole, soulignant que, dans ce même cadre, la Banque nationale de gènes sera inaugurée dans les prochains mois. Après avoir rappelé que l'Algérie est l'un des rares pays au monde à interdire l'utilisation et la commercialisation des semences génétiquement modifiées (celles dont l'ADN a été modi-

fié en laboratoire), M. Oualid a souligné que l'utilisation des semences hybrides de première génération est soumise à des mesures strictes, notamment plusieurs procédures de contrôle menées par le Centre national de contrôle et de certification des semences et des plants (CNCC). Interrogé sur le recours à des travailleurs saisonniers dans le cadre de la lutte contre les incendies, le ministre a affirmé que, dans le cadre de la préservation, de la réhabilitation et de la protection des forêts, le secteur a fait appel à 3 245 travailleurs contractuels répartis entre les Conservations des forêts des wilayas, dont 2 158 agents contractuels affectés aux opérations de prévention et de lutte contre les incendies, et 1 087 à l'entretien des forêts. Il a ajouté que les agents saisonniers bénéficient de toutes les primes accordées aux travailleurs avec des contrats de travail à durée indéterminée et reçoivent une attestation de travail et une expertise professionnelle, prises en compte lors des concours de recrutement.

BÉCHAR

Vers la livraison de plusieurs infrastructures sportives

Les travaux de rénovation et d'équipement de l'ensemble de ces infrastructures, dont la finalisation est prévue prochainement, répondent aux besoins des clubs et associations sportives locales .

Bonne nouvelle. Plusieurs infrastructures sportives et de jeunesse seront bientôt réceptionnées dans la wilaya de Béchar qui connaît une nouvelle dynamique dans tous les domaines. C'est ce qu'a déclaré la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) à l'APS. Les travaux de rénovation et d'équipement de ces projets sont en voie d'achèvement, a affirmé la même source. Parmi les structures concernées, figure le complexe sportif Zitouni-Mohamed, situé dans le quartier de Béchar-Djedid, au sud de la ville, doté d'un stade de football. Autre projet, le stade d'athlétisme 18-Février qui a également bénéficié d'une opération similaire, comprenant la réhabilitation de ses installations et l'amélioration de ses équipements, dans l'objectif de renforcer la pratique des disciplines d'athlétisme dans la région, a-t-on ajouté. Ces opérations visent principalement à promouvoir davantage les activités sportives au sein de la commune de Béchar et à mettre à la dis-



position des clubs et associations sportives locales des infrastructures modernes et adaptées, a noté la DJA. Le camp de jeunes de Béchar, doté d'une capacité d'accueil de 300 lits, ainsi que la maison de jeunes du quartier Barga ont, eux aussi, bénéficié d'une réhabilitation dans le cadre d'un programme national de

modernisation des structures de jeunesse lancée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, a souligné la même source. Les travaux de rénovation et d'équipement de l'ensemble de ces infrastructures, dont la finalisation est prévue prochainement , répondent aux besoins des clubs et associations sportives locales. Ils

visent également à développer la pratique des différentes disciplines sportives et à renforcer le tourisme de jeunesse dans le cadre des échanges entre la wilaya de Béchar et les autres régions du pays. Il est à noter que plusieurs opérations de réhabilitation ont déjà été menées au niveau de la piscine olympique de Béchar et de la piscine semi-olympique de la commune de Kenadza, afin de permettre de meilleures conditions de pratique de la natation pour les clubs et associations spécialisées a souligné la même source, rappelant que la wilaya de Béchar a bénéficié d'un important projet de réalisation d'un complexe sportif multidimensionnel qui s'étend sur plus de 40 ha. Outre un stade de 25.000 places, conçus aux standards internationaux, ce complexe comprend aussi une salle omnisports, d'une capacité d'accueil de 400 places, une piscine semi-olympique, d'un stade d'athlétisme pouvant accueillir 6.500 spectateurs et d'un parking pour automobiles qui occupera 8 ha.

CAMPAGNE DE LABOURS-SEMAILLES

CARAVANE DE SENSIBILISATION À SIDI BEL-ABBES

Les services agricoles de la wilaya de Sidi Bel-Abbes ont lancé la deuxième phase d'une caravane de sensibilisation destinée à accompagner les agriculteurs dans le cadre de la campagne de labour-semelles pour la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Selon la même source, cette initiative, lancée mardi, intervient à la suite des précipitations enregistrées ces deux derniers jours dans plusieurs régions de la wilaya, ayant créé des conditions climatiques favorables au démarrage des opérations de semelles. Cette caravane a pour objectif d'encourager un maximum de producteurs et de multiplicateurs de céréales en particulier

ceux ayant acquis des semences auprès des coopératives des céréales et des légumes secs de la wilaya à lancer les opérations de semelles dans les délais optimaux, afin de garantir la réussite de la campagne céréalière et d'atteindre les objectifs fixés pour la filière. Le programme de sensibilisation a porté sur les zones agricoles de Tessala, Sidi Lahcene, Sfisef, Telagh et Mzrine, où des conseils techniques relatifs aux bonnes pratiques de labours-semelles, ainsi qu'à l'exploitation des conditions climatiques actuelles, ont été fournis aux agriculteurs. La caravane est encadrée par des représentants de la Direction des services agricoles, des chefs de services agricoles de proximité

et des délégués agricoles, ainsi que par la Chambre d'agriculture, l'Union nationale des paysans algériens, l'Office interprofessionnel des céréales, des experts de l'Institut technique des grandes cultures et de l'Institut national de la recherche agronomique. Des coopératives céréalières, des unités de production, ainsi que des représentants des daïras et des communes y participent également. La caravane poursuivra ses activités dans les prochains jours pour couvrir l'ensemble des zones agricoles de la wilaya, dans le cadre des efforts visant à accompagner les agriculteurs et à assurer le bon déroulement de la saison agricole en cours, selon la même source.

EL-OUED

PROMOUVOIR LES MÉTIERS EN PROJETS ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

La directrice générale (DG) de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Souad Bendjemil, a indiqué, jeudi depuis la wilaya d'El-Oued, que l'ANGEM s'emploie à ancrer, notamment chez les jeunes, la culture du métier, en tant que projet économique à même de devenir une start-up génératrice de richesses et de développement. Intervenant en ouverture d'un forum économique régional à la maison de la culture Mohamed Lamine Lamoudi, Mme Bendjemil a affirmé que le métier constitue, outre sa vocation artisanale, culturelle et identitaire, un levier pour le développement économique durable, soutenant la dynamique de l'économie nationale et générant des emplois. Et de souli-

gner que le métier est une idée germant en projet économique viable, selon le concept d'investissement économique appelé, une fois concrétisé, à passer d'une petite entreprise familiale à une importante entité économique. Pour sa part, le président de la caravane nationale "Un jeune, une idée", Anis Bentayeb, a fait part de la poursuite de la mise en œuvre des programmes arrêtés par l'ANGEM, après avoir confirmé leur efficacité en accompagnant et soutenant les jeunes, notamment dans les localités enclavées, leur encouragement à monter leurs entreprises, contribuant ainsi au développement économique local. Mettant à profit la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, la DG de l'AN-

GEM a procédé, dans cette wilaya, à l'inauguration, en présence des autorités locales, du forum économique régional, animé par une douzaine d'exposants venus des wilayas d'El-Meghaïer, Biskra, Khenchela et Tébessa. Elle a donné, par la même occasion, le coup d'envoi, à la maison de la culture, d'une session de formation au profit de quinze (15) cadres de l'ANGEM, destinée notamment à l'amélioration de la ressource humaine et sa qualification pour accompagner les jeunes porteurs de projets. Bendjemil s'est, par la suite, rendue dans la commune d'Ourmes (10 km d'El-Oued), où elle a visité une entreprise de couture et de broderie, une exploitation agricole et une imprimerie.

GRÂCE AU SOUTIEN DU CDE ET DE LA NESDA

46 projets universitaires financés à Blida

Quarante-six projets portés par des étudiants ayant suivi des formations au Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de l'Université de Blida 1 ont obtenu un financement au cours des deux dernières années, a annoncé, lundi, le Centre. Ces microprojets ont été approuvés par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat Nesda depuis la création du CDE il y a deux ans, a précisé la directrice du Centre, Gasmia Lahcham, en marge du lancement de la Semaine de l'entrepreneuriat, qui a débuté le 17 novembre pour prendre fin le 23 du même mois. Elle a ajouté que 11 autres porteurs de projets ont eu recours à l'auto-financement ou à d'autres dispositifs, notamment le microcrédit, portant à 57 le nombre total de projets créés depuis la naissance du CDE. Ces initiatives couvrent plusieurs secteurs, notamment la médecine et la pharmacie (création de cliniques et de laboratoires d'analyses), les industries lourdes, la mécanique, l'électronique, la chimie, l'agroalimentaire et l'agriculture. Mme Lahcham a rappelé que les porteurs de projets ont bénéficié de sessions de formation sur le développement d'idées, le marketing et la comptabilité, encadrées par des enseignants spécialisés et des représentants de la Nesda. Depuis sa création, le CDE de l'Université de Blida 1 a organisé 16 sessions de formation au profit de près de 400 porteurs de projets. La Semaine de l'entrepreneuriat prévoit plusieurs conférences destinées à sensibiliser les étudiants à l'esprit entrepreneurial, notamment sur la protection des idées innovantes, l'entrepreneuriat innovant et la présentation des structures d'accompagnement pour les micro-entreprises et les start-up. L'événement se clôturera par la signature de conventions avec des partenaires industriels, dans le but de renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement économique.

ORAN

Attribution de trois autorisations d'exploitation exceptionnelles

Trois projets industriels ont bénéficié d'autorisations d'exploitation exceptionnelles dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Lors d'une réunion du comité de wilaya chargé de lever les obstacles entravant la mise en exploitation des projets d'investissement, présidée ce jour par le wali d'Oran, Ibrahim Ouchene, il a été procédé à l'approbation de l'octroi de trois autorisations d'exploitation exceptionnelles concernant des unités de fabrication de tubes en cuivre, de tubes en plastique, ainsi qu'une unité de transformation du marbre et du granit, selon la même source. A cette occasion, le wali a insisté sur la nécessité de poursuivre le recensement des projets confrontés à des obstacles afin de les examiner au niveau du comité de wilaya et permettre à leurs promoteurs de concrétiser leurs investissements dans les délais fixés. La réunion s'est déroulée en présence des directeurs locaux de l'industrie, des Domaines de l'Etat (Ouest), des ressources hydriques, de l'énergie, de l'environnement, des services agricoles et du tourisme, outre un représentant de la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, ainsi que la responsable de la cellule d'investissement du cabinet du wali.

Une quarantaine de chercheurs du monde entier alertent sur les effets des aliments ultra-transformés sur notre santé. Dans une série d'articles publiés par la revue de référence The Lancet, les scientifiques associent les produits ultra-transformés à un risque accru de certaines maladies chroniques comme l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires.

Une crise sanitaire mondiale se profile en raison d'une surconsommation d'aliments ultra-transformés, c'est ce qu'a révélé une étude publiée, dans la revue scientifique « The Lancet » et soutenue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et Unicef. Menée par plus de 40 experts internationaux spécialistes de la nutrition, l'étude a confirmé la nocivité des aliments ultra-transformés, mettant en avant des risques accrus de maladies et de mortalité prématurée. Selon la même source, sur un total de 104 études analysées, 92 pointent un lien entre la consommation d'aliments ultra-transformés et des troubles de la santé. Les preuves les plus fortes concernent un risque augmenté de mortalité prématurée, de maladies cardiovasculaires, de diabète, d'obésité, de symptômes dépressifs. Il existe aussi des doutes sur un risque accru de certains cancers digestifs. Les chercheurs ont établi, dans la revue « The Lancet », l'état de la connaissance sur ces produits, et appellent les pouvoirs publics à prendre des mesures pour la santé publique pour une régulation urgente du secteur de l'agroalimentaire. La place grandissante des aliments ultratransformés dans les

SELON UNE ÉTUDE PUBLIÉE DANS THE LANCET

Aliments ultra-transformés : Une véritable menace pour la santé



régimes alimentaires est une menace à l'échelle mondiale et les preuves de nocivité sont suffisamment solides pour justifier la mise en place de politiques publiques ambitieuses pour inverser la tendance, selon une série d'articles publiés, publiés mercredi 19 novembre, dans la grande revue scientifique. Il faut dire que de plus en plus de produits ultratransformés inondent le marché de l'agroalimentaire comme les

plats préparés, biscuits, chips, desserts lactés, viandes transformées, céréales... Selon les experts, « les aliments ultra-transformés sont obtenus grâce à des processus physico-chimiques qui modifient la texture des aliments bruts, leur goût et leur conservation. Ils contiennent généralement des additifs (émulsifiants, édulcorants, exhausteurs de goût, conservateurs et sels nitrités, sucre inverti, etc.) qui ne sont pas utilisés en cuisine

traditionnelle. Entre 2009 et 2023, le marché a progressé, à l'échelle mondiale, de 1 500 milliards à 1 900 milliards de dollars. Les experts alertent aussi sur les produits industriels ultra-transformés à destination des enfants. Une tendance alimentaire préoccupante met en garde les experts qui lancent un vaste appel à accélérer la lutte contre les aliments ultra-transformés.

A.B.

RÉHABILITATION DES DÉCHARGES ANARCHIQUES

Parc de Oued Smar, un modèle à suivre

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a affirmé jeudi que l'expérience de transformation de la décharge anarchique de Oued Smar (Alger) en un parc urbain constitue un modèle à suivre et à généraliser dans toutes les wilayas du pays, en matière de préservation de l'environnement et de réhabilitation des décharges anarchiques. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'Assemblée, Ahmed Mouaz, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, la ministre a précisé que la décharge publique de Oued Smar, transformée en parc urbain grâce à des compétences nationales, constitue aujourd'hui "un modèle à suivre en matière de préservation de l'environnement et de réhabilitation des décharges anarchiques dans toutes les wilayas du pays, un modèle qui sera reproduit et généralisé". A une question du député Nacer Boudjeltia concernant les mécanismes mis en place pour traiter les dommages causés par la décharge anarchique de Chettia (Chlef), la ministre a souligné que les procédures sont en cours en coordination entre le secteur et les autorités locales, en attendant l'achèvement des procédures techniques et administratives nécessaires pour lancer la phase de réalisation. Il en va de même pour le projet du centre d'enfouissement de Hassi Lefhal (El-Meniaa), au sujet duquel la ministre a indiqué que l'étude relative à la réalisation d'une décharge contrôlée a été finalisée, dans l'attente de l'achèvement des procédures techniques et administratives nécessaires à la réalisation du projet. Concernant les préoccupations liées au centre de traitement des déchets inertes d'Aflou, Mme Krikou a relevé que les procédures de choix du terrain ont été achevées au niveau local, en dehors du périmètre urbain de la commune. Le secteur se chargera d'examiner la finalisation des procédures techniques et administratives en coordination avec les autorités locales. Quant aux mesures prises par le ministère pour lutter contre la pollution de l'air à Alger et dans d'autres villes, la ministre a souligné l'importance particulière accordée par ses services au contrôle de la qualité de l'air, une démarche qui traduit l'engagement ferme de l'Etat à réduire la pollution, conformément aux objectifs de développement durable et dans le cadre de la préservation de l'environnement et de la santé des citoyens. A propos des programmes de sensibilisation de son secteur en coordination avec les différents secteurs, la ministre a précisé qu'ils ont permis la création de plus de 12.000 clubs écologiques scolaires au niveau national et la formation de plus de 39.000 animateurs environnementaux par l'Institut national de formation environnementale à travers le pays.

INNOVATION

7^{ème} édition de l'Algeria Startup Challenge 2025 prévu demain

Coup d'envoi ce lundi, à la salle des conférences Dar Errais, à Alger. de la 7ème édition de l'Algeria Startup Challenge 2025, à Alger. Placée sous le haut parrainage du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, du Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, ainsi que du Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, cette septième édition, portera sur le thème : « Innover pour un avenir durable », rassemble innovateurs, experts, acteurs institutionnels et leaders économiques autour des solutions technologiques de demain. Cet événement contribue chaque année à valoriser l'écosystème des startups et à stimuler la dynamique d'innovation en Algérie.

SCIENCES

Les pigeons dotés d'un étonnant système de navigation

On sait que de nombreux animaux s'orientent grâce aux champs magnétiques. Une nouvelle étude parue le 20 novembre dans la revue américaine « Science » suggère que les pigeons les perçoivent par l'intermédiaire de courants électriques dans leur oreille interne. Les pigeons seraient capables de sentir le champ magnétique terrestre par l'intermédiaire de courants électriques dans leur oreille interne. C'est ce que suggère une étude parue le 20 novembre dans la revue américaine Science. De précédents travaux – parfois controversés – ont déjà mis en

évidence le fait que de nombreux animaux, des tortues aux chauves-souris en passant par certains insectes, ont la capacité de détecter les champs magnétiques. Ce qui les aiderait à s'orienter et à se souvenir de l'emplacement de zones riches en nourriture, par exemple. Mais les mécanismes permettant cette prouesse sont bien souvent mal compris. Pendant longtemps, deux hypothèses concurrentes ont été imaginées pour expliquer cette capacité à détecter les champs magnétiques chez les oiseaux. L'une faisant intervenir les cellules rétiennes de l'œil ; l'autre, le bec, dans lequel des parti-

cules d'oxyde de fer auraient agi comme de microscopiques aiguilles de boussole. En 2012, des chercheurs publient des travaux suggérant que les champs magnétiques activent le système vestibulaire des pigeons, un organe sensoriel situé dans l'oreille interne qui permet aux vertébrés de percevoir les mouvements, les accélérations (y compris la gravité) et de maintenir leur équilibre. C'est à partir de là que David Keays, neuroscientifique à l'université Louis-et-Maximilien de Munich, en Allemagne, a décidé d'étudier plus en profondeur cet organe chez les pigeons.

TRUMP SOUHAITE QUE L'UKRAINE ACCEPTE SON PLAN D'ICI JEUDI

Poutine prêt pour des négociations pacifiques

Washington exerce sur Kiev une pression inédite, supérieure à celle des précédentes négociations de paix, et souhaite la signature d'un accord-cadre d'ici jeudi. Les Etats-Unis ont menacé de couper le partage de renseignements et les livraisons d'armes à l'Ukraine si elle refuse l'accord de paix.

Le président américain Donald Trump a estimé vendredi dans une interview que le jeudi 27 novembre, jour de la fête de Thanksgiving, était une date butoir « adéquate » pour un feu vert de l'Ukraine au plan américain de règlement du conflit. « J'ai eu beaucoup de dates butoirs et quand les choses vont bien, la tendance est de repousser les dates butoirs. Mais jeudi est, nous pensons, un moment adéquat », a dit le président américain sur Fox News Radio. Le président russe Vladimir Poutine ne veut pas plus de guerre, a encore assuré le dirigeant républicain. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a repoussé vendredi le plan américain visant à mettre fin au conflit, assurant qu'il ne « trahira » pas son pays. La Maison Blanche assure de son côté discuter autant avec Kiev qu'avec Moscou. Le président russe Vladimir Poutine a



estimé de son côté vendredi que le plan proposé par les Etats-Unis pour l'Ukraine peut « servir de base à un règlement

définitif » du conflit. « Il peut servir de base à un règlement pacifique définitif, mais ce plan n'est pas discuté avec nous de

manière concrète », a déclaré Poutine lors d'une réunion gouvernementale retransmise à la télévision. « Nous sommes prêts à mener des négociations pacifiques et à résoudre les problèmes par des moyens pacifiques. Cependant, cela nécessite bien sûr une discussion approfondie de tous les détails du plan proposé. Nous y sommes prêts », a-t-il ajouté. Les États-Unis ont menacé de couper le partage de renseignements et les livraisons d'armes à l'Ukraine pour la pousser à accepter le cadre d'un accord de paix négocié par les États-Unis, a rapporté Reuters, citant deux personnes au fait de la question. Washington a présenté à l'Ukraine un plan en 28 points qui reprend certaines des principales exigences de la Russie dans cette guerre, notamment que Kiev cède des territoires supplémentaires, réduise la taille de son armée et soit exclue de l'OTAN.

UE-AFRIQUE DU SUD

Signature d'un accord sur l'exploitation des matières premières stratégiques

L'Union européenne (UE) et l'Afrique du Sud ont signé, jeudi, un protocole d'accord sur des matières premières stratégiques, à la veille du début du premier sommet du G20 sur le continent africain, ont annoncé des médias locaux. Il s'agit du quatrième partenariat du genre signé entre l'UE et un pays africain, après la Namibie, la République démocratique du Congo et la Zam-

bie. L'UE est en quête de diversification de son approvisionnement de ces matériaux nécessaires aux industries et aux nouvelles technologies. Le partenariat est présenté comme gagnant-gagnant, avec la possibilité pour Pretoria de ne pas se contenter seulement d'extraire les minerais mais de créer des emplois supplémentaires. « Nous voulons extraire ces minéraux, les trans-

former sur le lieu d'extraction, leur ajouter de la valeur, afin que l'Afrique du Sud commence à progresser dans la chaîne », a expliqué le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Ce partenariat fait suite aux près de 12 milliards d'euros d'investissement de l'UE en Afrique du Sud annoncés en octobre, notamment via son programme « Global Gateway ».

VIETNAM

55 morts et 13 disparus après de violentes inondations

Au moins 55 personnes sont mortes et 13 autres sont portées disparues après que de violentes inondations ont ravagé le centre du Vietnam cette semaine, selon le département de gestion des catastrophes. Les inondations ont touché le centre du Vietnam et les Hauts Plateaux du Centre, causant d'importants dégâts et plus de 340 millions de dollars de pertes écono-

miques, a rapporté Vietnam News, citant le Département de gestion des digues et de prévention des catastrophes naturelles. La province de Dak Lak a signalé 27 décès et huit disparus, tandis que 14 personnes ont été tuées et deux portées disparues dans la province de Khanh Hoa. Cinq décès ont été recensés dans chacune des provinces de Gia Lai et Lam Dong, tan-

dis que deux morts ont été enregistrés dans les provinces de Thua Thien Hue et Da Nang. Deux autres personnes ont été signalées disparues à Da Nang et une dans la province de Quang Tri. Les inondations ont également détruit environ 950 maisons, tandis que plus de 28 460 habitations restent submergées dans les zones touchées.

QUESTIONS COMMERCIALES ET DOUANIÈRES

Des réunions UE-États-Unis attendues à Bruxelles

Des responsables américains sont attendus dans les prochains jours à Bruxelles, en vue d'aborder des questions commerciales et douanières avec l'Union européenne (UE), après l'accord commercial conclu cet été entre les deux blocs. Le secrétaire américain au Commerce Howard Lutnick et le représentant au Commerce Jamieson Greer sont notamment invités lundi à participer au conseil des ministres européens du Commerce. Ils devraient en outre rencontrer plusieurs responsables de la Commission européenne, dont le commissaire au Commerce Maros Sefcovic, ainsi que la vice-présidente chargée de la Souveraineté technologique, Henna Virkkunen, alors que la régulation exercée par Bruxelles sur les champions américains du secteur est une pomme de discorde avec Washington. Les Européens devraient profiter de ces rencontres pour réclamer de nouveau aux Américains des exemptions de droits de douane pour certains secteurs importants pour l'économie européenne. Après des mois d'après négociations, Bruxelles et Washington ont scellé fin juillet un accord commercial prévoyant une surtaxe de 15% sur les produits européens qui arrivent aux États-Unis. « Nous continuons à discuter avec les États-Unis, tant au niveau politique que technique », a déclaré vendredi une porte-parole de la Commission européenne. Le gouvernement américain n'a de cesse, depuis la signature de l'accord avec l'Union européenne, de réclamer la levée des « barrières non tarifaires » qu'elle accuse l'Europe d'avoir mises en place pour protéger ses producteurs.

BRÉSIL

Arrestation par la police fédérale de l'ancien président Jair Bolsonaro

L'ex-président brésilien Jair Bolsonaro, condamné à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État, a été placé samedi en détention provisoire, selon sa défense. Condamné pour tentative de coup d'État, l'ancien chef de l'État était assigné à résidence depuis août. Il avait été déclaré coupable en septembre d'avoir été le chef d'une "organisation criminelle" ayant conspiré pour assurer son "maintien autoritaire au pouvoir" après la victoire de son rival de gauche, Luiz Inacio Lula da Silva, lors du scrutin d'octobre 2022. Selon le parquet, ce complot prévoyait l'assassinat de Lula et d'un juge de la Cour suprême chargé de l'affaire, Alexandre de Moraes. Mais il a échoué, faute de soutien de hauts responsables militaires.

ETATS UNIS

Il y a de la « marge » pour une nouvelle baisse des taux directeurs

Un des responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed) a estimé vendredi qu'il y avait de la marge pour une nouvelle baisse des taux directeurs à court terme, moins de trois semaines avant une réunion de l'institution. « Je continue de voir de la marge pour un nouvel ajustement à court terme des taux directeurs », a déclaré le président de la Fed de New York John Williams. Sa déclaration a immédiatement fait réagir les investisseurs, qui ont conclu que la balance penchait à nouveau vers une détente monétaire en décembre. Les attentes des marchés financiers vis-à-vis de la politique de la banque centrale des États-Unis sont rarement aussi volatiles à l'approche d'une réunion..

Tribunal américain Neuf morts, plus de 300 blessés

Un tremblement de terre de magnitude 5,5 a frappé vendredi le centre du Bangladesh, au nord-est de la capitale Dacca, faisant au moins neuf morts et plus de 300 blessés, selon un nouveau bilan du gouvernement. Le séisme est survenu à une heure où une part importante de la population se trouvait à son

domicile vendredi, jour de congé hebdomadaire dans le pays de 170 millions d'habitants. Au moins neuf personnes ont été tuées et plus de 300 blessées, notamment des étudiants d'une université et des ouvriers d'usine, a déclaré la service de presse du gouvernement provisoire qui a détaillé le nombre de victimes

par district. Au moins 14 bâtiments ont été endommagés et un incendie s'est déclaré dans une centrale électrique, avant d'être maîtrisé. Le chef du gouvernement provisoire, Muhammad Yunus, s'est dit "profondément choqué et attristé par les informations faisant état de victimes dans différents districts".

ÉTATS-UNIS

Relance des projets de forage d'hydrocarbures offshore

L'administration américaine a dévoilé, jeudi, un plan pour autoriser le forage de pétrole et de gaz dans les eaux côtières du pays. Le projet prévoit d'ouvrir au forage 34 concessions dans les eaux du Golfe du Mexique, au large de la Californie et le long de la côte

nord de l'Alaska – dans une zone qui n'a jamais été forée auparavant. Au total, plus de 500 millions d'hectares seraient accessibles à l'industrie pétrolière et gazière, une surface équivalente à celle de l'Amazonie. Avec ce plan, « nous garantissons que l'indus-

trie offshore américaine reste forte, que nos travailleurs restent employés et que notre nation reste dominante sur le plan énergétique pour les décennies à venir », a souligné le ministre américain de l'Intérieur, Doug Burgum.

COUPE DE LA CAF/ USMA- SAN PEDRO CE SOIR AU 5-JUILLET

Les Rouge et Noir veulent frapper fort d'entrée de jeu

L'USM Alger retrouve ce soir (20h00) son jardin du stade du 5-Juillet pour lancer une nouvelle campagne africaine, à l'occasion de la première journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération.

Par Marouane A.

Opposés aux Ivoiriens de San Pedro FC, les Rouge et Noir entament cette édition avec l'ambition claire de renouer avec les standards qui ont fait leur réputation sur le continent. Vainqueurs de la compétition en 2023, habitués des grandes soirées africaines et portés par un public toujours massivement mobilisé, les Usmistes savent que ce premier rendez-vous est crucial pour asseoir d'emblée leur statut et dominer leur groupe. Dans un groupe A relevé où chaque point pèsera lourd, la victoire à domicile apparaît comme une nécessité absolue. En Afrique, les campagnes se construisent d'abord dans son antre, et l'USMA en a pleinement conscience. Un succès ce soir permettrait non seulement de prendre la tête du groupe, mais aussi de lancer une dynamique avant un déplacement délicat au Maroc pour affronter l'Olympique Club de Safi lors de la prochaine journée. Cette entrée en matière est d'autant plus importante que l'USMA sort d'une période irrégulière associée à une instabilité de résultats. Benchikha et ses joueurs veulent remettre de l'ordre, réaffirmer leur solidité et montrer que Soustara reste une référence à ce niveau.

SAN PEDRO, UN ADVERSAIRE À NE SURTOUT PAS SOUS-ESTIMER
Si l'USMA part favorite, elle devra se méfier d'une équipe ivoirienne qui ne vient pas en victime expiatoire. San Pedro FC, formation en progression sur le plan continental, se déplace à Alger avec des ambitions assumées. Les Ivoiriens, solides physiquement et dotés d'une transition rapide, chercheront à surprendre les Usmistes et à repartir avec un résultat positif. L'encadrement



technique de l'USMA n'a cessé d'alerter sur la dangerosité de cet adversaire. «Ils ne sont pas là pour faire du tourisme», confient plusieurs membres du staff. Organisés, disciplinés, et souvent performants en déplacement, les joueurs de San Pedro ont les arguments pour perturber n'importe quelle équipe. La vigilance sera donc de mise.

BENCHIKHA RÉCUPÈRE SES CADRES AU MEILLEUR MOMENT
La bonne nouvelle pour Abdelhak Benchikha est le retour de plusieurs éléments clés, rappelés ces derniers jours en sélection nationale A'. Une bouffée d'oxygène pour un coach qui a souffert de nombreuses absences dans les dernières semaines. Le duo Draoui-Benzaza reformé, et c'est tout un secteur qui respire. En grande forme depuis le début de saison, Zakaria Draoui continue d'enchaîner les performances de haut niveau. Volume de jeu énorme, trois buts décisifs, impact constant : il s'est imposé comme l'homme fort du milieu. Sa complémentarité avec Benzaza est l'un des points forts du collectif rouge et noir. Ensemble, ils apportent récupération, relance propre et présence dans les deux

surfaces. Oussama Benbot, lui aussi revenu du stage de l'équipe nationale, sera disponible pour défendre les cages usmistes. Son expérience et sa sérénité sont des atouts précieux dans ce rendez-vous continental. Pour Benchikha, ces retours tombent à point nommé dans une période où les défis s'intensifient. Le technicien algérien compte s'appuyer sur ces cadres pour stabiliser l'équipe, retrouver un équilibre perdu et proposer une prestation convaincante dès cette première journée.

OBJECTIF : ALLER LOIN... ENCORE
Vainqueur en 2023, l'USMA nourrit l'ambition légitime de rejouer les premiers rôles. Le club, habitué aux confrontations continentales, veut revivre les émotions qui ont marqué sa dernière conquête. Cette édition 2025 est un nouveau défi, une nouvelle opportunité de montrer que la structure, le staff et l'effectif ont encore de quoi voir grand. Mais tout commence ce soir. Une victoire solide face à San Pedro serait le signal parfait : celui d'une équipe déterminée, concentrée et toujours affamée de titres.

M.A.

LIGUE DES CHAMPIONS (GR.C/ 1^{RE} JOURNÉE) LE MCA BATTU PAR SA BÊTE NOIRE

Le MC Alger, l'un des deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, s'est incliné face aux Soudanais d'Al-Hilal SC 1-2 (mi-temps : 0-1), vendredi après-midi au stade Amahoro à Kigali, comptant pour la 1re journée (Gr.C) de la phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique de football. La première période a été nettement à l'avantage des Soudanais, qui ont monopolisé le ballon, devant une équipe du MCA qui a peiné pour imposer son jeu. La domination d'Al-Hilal SC a fini par porter ses fruits. Dans l'une des incursions du Burundais Jean Girumugisha, ce dernier centre pour Omer Abdelraziz qui ne se fait pas prier pour reprendre le cuir au fond des filets, face à la passivité de la défense algéroise (45e+2). A noter la sortie sur blessure du défenseur international A' Ayoub Ghezala (9e), victime d'une blessure suite à une course avec un attaquant adverse, et est désormais incertain pour la Coupe arabe FIFA Qatar-2025 (1-18 décembre). Après la pause, le double champion d'Algérie est revenu avec des intentions offensives, ce qui lui a permis d'égaliser rapidement, sur un but contre son camp de Mustapha Karshom (53e). Mais les Soudanais ont puisé dans leurs ressources pour arracher la victoire. Entré en cours de jeu, Mohamed Abdulrahman Al-Ghorbal n'a pas mis de temps pour s'illustrer en ajoutant le deuxième but (74e). Al-Hilal SC a terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion du défenseur Salah-Eddine Al-Hassan (87e).

LIGUE 1 MOBILIS (12^E JOURNÉE) L'O AKBOU DÉFAIT L'ASO ET PREND LA DEUXIÈME PLACE

L'Olympique Akbou, vainqueur vendredi à domicile face à l'ASO Chlef 2-1, a rejoint la deuxième place du classement de Ligue 1 Mobilis de football, lors de la 12e journée, devant se poursuivre samedi. Les Akbouciens ont ouvert le score peu avant la pause grâce à Hitala (41e), avant de faire le break juste après le retour des vestiaires par Addadi (46e). Les Chélifiens ont réduit le score en fin de match par l'entremise de Feddal (87e). L'OA a terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion de Berrabah (90e+2). A l'issue de ce résultat, l'OA rejoint le MC Oran à la deuxième place, avec 21 points chacun, à une longueur du leader, le MC Alger, qui compte quatre matchs en moins. Rien ne va plus, en revanche, chez l'ASO Chlef, qui concède une quatrième défaite de suite, et se retrouve à la 14e place au tableau (10 pts), dans la zone de relégation. Un nouveau revers qui met l'entraîneur Fouad Bouali dans une position inconfortable. Dans les autres matchs de cette 12e journée, disputés lundi et jeudi, le MC Oran, accroché jeudi soir à domicile face à l'ES Sétif (0-0), a raté l'occasion de prendre provisoirement les commandes. Pour sa première sortie sur le banc de l'ESS, le nouvel entraîneur serbe Milutin Sredojevic dit "Micho", engagé en remplacement de Taoufik Rouabah, réussit une bonne opération à l'extérieur. Sur sa lancée, le Paradou AC continue sur sa dynamique de victoires, en battant cette fois-ci la lanterne rouge, le MC El-Bayadh (2-0). Il s'agit du quatrième succès de suite pour le club algérois, qui quitte du coup la zone de relégation pour la première fois depuis le début de la saison, se positionnant provisoirement à la 11e place avec 13 points. En revanche, le MCEB reste scotché à la dernière position avec 3 unités seulement, ce qui met d'ores et déjà son avenir parmi l'élite en danger. Mal en point, l'ES Mostaganem n'a pu faire mieux qu'un nul à domicile face à l'USM Alger (2-2), au stade Mohamed-Boumerzag de Chlef. Un résultat qui maintient l'Espérance à l'avant-dernière place au tableau avec 9 unités.

CAN 2026 DE HANDBALL : L'EN se prépare à Alger

La sélection algérienne masculine de handball entamera, samedi à Alger, un stage préparatoire de trois jours (22-25 novembre), une nouvelle étape jugée "décisive" dans le programme de préparation en vue du Championnat d'Afrique des nations 2026 au Rwanda, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB). Conduit par l'entraîneur national Salah Boucekriou, ce regroupement vise à "renforcer la cohésion du groupe, affiner les systèmes de jeu et consolider une dynamique de performance", en prévision du rendez-vous continental où l'Algérie vise le haut du

tableau. La liste convoquée fait ressortir "la richesse technique et le potentiel élevé" des joueurs évoluant au sein des clubs du championnat national, souligne la FAHB, qui rappelle que chaque élément représente "une pièce essen-

tielle du projet de reconstruction d'un collectif compétitif, moderne et ambitieux". La sélection algérienne a été versée dans le groupe A de la 27e édition du Championnat d'Afrique des nations CAN-2026 (21-31 jan-

vier 2026), à l'issue du tirage au sort effectué vendredi dernier à Kigali, et évoluera aux côtés du pays hôte le Rwanda, du Nigeria et de la Zambie. Le Championnat d'Afrique des nations 2026 servira également de tournoi qualificatif pour le Championnat du monde 2027 prévu en Allemagne du 13 au 31 janvier, un objectif pour les "Verts", décidés à retrouver leur rang parmi les grandes nations du handball africain. Pour rappel, la sélection algérienne avait atteint la finale lors du dernier Championnat d'Afrique disputé en 2024 au Caire, remporté par l'Egypte.

LISTE DES JOUEURS RETENUS :

- HBC El-Biar : Berkous Massoud, Zemouchi Yahia, Abrous Rayan, Lousif Mohamed, Bouhal Aziz
M Bordj Bou Arreridj : Aâteq Youssef, Bouakkez Abdelraouf
CRB Mila : Bouziane Mohamed Marouane
IC Ouargla : Bouziane Allaak Abdelghani
ES AIn Touta : Joumati Abdelwahab, Mehdi Ahmed Anis, Sefri Mohamed Islam
JSE Skikda : Saker Redouane, Bounab Hani Abdelrafik
AC Ras El Oued : Hamzaoui Ferhat
Olympique El Oued : Hamdi Ayoub, Maamer Chaouach Abderrahmane
Naft Al-Basra (Irak) : Benkaddour Ayoub.

Angleterre

Les clubs OK pour le fair-play financier

C'est un vote qui était attendu de la part des clubs de Premier League. Vendredi, lors d'une réunion organisée à Londres, les 20 équipes de l'élite ont statué sur les nouvelles règles autour du fair-play financier. Ces mesures sont à l'étude depuis octobre 2021, au moment où le football sortait de la crise liée au Covid-19. Trois propositions ont été soumises aux actionnaires de la Premier League. La plus simple vise à évaluer la viabilité financière des clubs, en ajoutant des tests examinant les projections financières à court, moyen et long terme et en s'assurant que les clubs disposent de ressources suffisantes pour répondre à tous leurs besoins. Ces exigences sont similaires à celles que le nouvel organe de régulation du football imposera prochainement aux clubs. La deuxième est une proposition de règle du ratio coût-effectif, qui remplacerait les règles de rentabilité et de viabilité (RRV) des contrôles financiers. Les dépenses des clubs seraient alors limitées à 85 % maximum de leurs revenus annuels pour les coûts liés au football, incluant les salaires des joueurs, les indemnités de transfert et les coûts du personnel d'encadrement. Cette mesure a été approuvée avec 14 voix pour, et six contre. Si les clubs dépassent le niveau de 85%, connu sous le nom de "seuil vert", ils seront passibles d'une amende. Le dépassement d'un "seuil rouge" de 115% des dépenses entraînera une sanction sportive, très probablement une

déduction de points. Ce système va coexister avec un ensemble de contraintes semblables imposées par l'UEFA aux neuf clubs anglais qui participent à des Coupes d'Europe (Liverpool, Manchester City, Chelsea, Arsenal, Tottenham, Newcastle, Aston Villa, Nottingham Forest et Crystal Palace). La troisième proposition est la plus controversée. Il s'agirait d'instaurer un système d'ancrage des coûts de haut en bas. Ce système empêcherait tout club de dépenser plus de cinq fois les sommes perçues la saison précédente par le dernier du classement, au titre des paiements centraux reversés par la ligue. Ce terme englobe les primes, les droits de diffusion télévisée et les redevances commerciales. La troisième proposition est la plus controversée. Il s'agirait d'instaurer un système d'ancrage des coûts de haut en bas. Ce système empêcherait tout club de dépenser plus de cinq fois les sommes perçues la saison précédente par le dernier du classement, au titre des paiements centraux reversés par la ligue. Ce terme englobe les primes, les droits de diffusion télévisée et les redevances commerciales. Comme l'explique le Guardian, Southampton, dernier du classement à l'issue de la saison 2024-2025, a perçu 109,2 millions de livres sterling (environ 124 millions d'euros). Ce système plafonnerait les dépenses liées au football pour chaque club à 550 millions de livres sterling sur une saison (625 millions d'euros).

FC LIVERPOOL
MANÉ N'EN VEUT PAS
À MOHAMED SALAH

Le duo Salah-Mané a longtemps symbolisé l'âge d'or de Liverpool et de l'ère Jürgen Klopp, permettant aux Reds de se réaffirmer comme un grand d'Europe en remportant une Ligue des champions en 2019 et en retrouvant le succès national avec un titre de champion en 2020, trente ans après le dernier. Mais les deux stars n'ont pas toujours eu une relation au beau fixe. Mohamed Salah révélant même récemment: "Il y avait de la tension avec Sadio". Le Sénégalais est également revenu sur sa relation parfois tumultueuse avec son ancien partenaire dans le podcast Rio Ferdinand Presents. "Tout le monde dit la même chose (qu'il y avait une rivalité). Mais je ne pense pas que ce soit une mauvaise chose." "Je suis quelqu'un de plutôt discret, mais je m'entends bien avec tout le monde dans l'équipe. Je pense que 'Mo' est aussi un gars très sympa. Mais sur le terrain, vous l'avez vu: parfois il me faisait la passe, parfois il ne me la faisait pas. Seul 'Bobby' (Roberto Firmino) était là pour partager le ballon." Pour illustrer son propos, celui qui évolue actuellement à Al-Nassr au sein de la Saudi Pro League, a pris pour exemple un épisode tendu mais finalement fondateur entre les deux footballeurs.

"JE PENSE QUE TU
PEUX ME FAIRE DE
MEILLEURES PASSES ..."

C'était en août 2019 contre Burnley, pour une victoire 3-0

des Reds. "Je m'en souviens encore. J'étais vraiment, vraiment en colère après le match parce qu'il ne m'a pas fait la passe. Alors qu'il aurait dû." "Le lendemain, il est venu me voir. Il voulait me parler, mais il ne savait pas comment s'y prendre. Il pensait encore que j'étais en colère contre lui parce qu'on ne s'était pas vus la veille au soir. Il m'a dit: «On peut parler ?» J'ai répondu: «OK, pas de problème, allons-y.» Et il a dit: «Tu crois que je ne voulais pas te faire la passe? Je n'ai pas marqué. C'est Bobby qui a marqué. Mais même quand j'ai eu le ballon, je ne pensais pas à te faire la passe. J'ai juste eu le ballon et je voulais tirer. Mais je n'ai rien contre toi. Et honnêtement, si je peux te faire la passe et si je te vois, je le ferai.» Et Mané d'enchaîner: "Je lui ai dit: 'Non, ne t'inquiète pas. C'est passé. J'étais en colère parce que je pense que tu peux me faire de meilleures passes avec ton talent". Joueur africain cette année-là, Sadio Mané révèle même que cet incident a en réalité rapproché les deux hommes, jusqu'à son départ pour le Bayern Munich en 2022. "Je crois que depuis ce jour-là, nous sommes devenus encore plus proches. Et ça arrive parfois. Pour moi, ce n'était pas personnel. Il veut juste marquer, marquer, marquer. Je lui ai dit: 'Mo, si tu veux être meilleur buteur, je peux t'aider. Ça ne me pose pas de problème'."



FRANCE

L'OM fond sur Nice

J eudi, Roberto De Zerbi s'était dit heureux d'avoir pu bien travailler pendant la trêve internationale, mais on ne savait pas trop quelles conclusions en tirer, les quelques retours de blessures (Balerdi, Kondogbia, Weah, Nadir) étant compensés par de nouveaux pépins (Aguerd, Murillo). Mais les joueurs du technicien italien ont répondu sur le terrain avec une prestation très consistante, qui doit leur offrir une bonne dose de confiance avant de se frotter à Newcastle mardi, pour ce qui ressemble à une dernière carte à abattre en Ligue des champions. En attendant, les Marseillais repartent de la Côte d'Azur installés sur la première marche du podium, dont seul le Paris SG pourra les déloger, en cas de succès hier soir face au Havre. Pour Nice en revanche, les affaires ne s'arrangent pas. Neuvièmes avant les autres matchs de cette 13e journée, les Aiglons viennent en effet d'enchaîner trois défaites consécutives en championnat et ont très souvent paru totalement impuissants vendredi. Après un début de match équi-

Sérieux, efficace et très supérieur à son adversaire du soir, l'OM a repris provisoirement la tête de la Ligue 1 en s'imposant facilement vendredi à Nice (5-1) pour préparer sereinement la très importante réception de Newcastle mardi en Ligue des champions.

libré et bruyamment animé par les ultras niçois, qui fêtaient le 40e anniversaire de leur groupe, l'OM a en effet assez vite pris les devants. Porté notamment par l'envie de Benjamin Pavard, revanchard après une période difficile, ou l'activité de Geoffrey Kondogbia, qui retrouvait le terrain après une longue absence, l'équipe de De Zerbi a su mettre la pression sur la très jeune et parfois fébrile défense centrale niçoise.

IMPITOYABLE GREENWOOD L'ouverture du score a été signée Pierre-Emerick Aubameyang, plus vif et plus attentif que Melvin Bard pour reprendre un ballon dévié par Pavard sur un corner frappé par Mason Greenwood (1-0, 11e). L'Anglais a ensuite mar-

qué lui-même le deuxième but marseillais d'une frappe du droit déviée par Bard, qui a vécu 45 premières périodes très pénibles (2-0, 33e). Le début de bagarre générale qui a suivi le but de Greenwood a ensuite brièvement relancé les Aiglons, qui ont eu plusieurs fois l'occasion de marquer (Terem Moffi 42e et 45e+2, Bard 45+3) mais ont finalement surtout montré que Jeffrey De Lange était un gardien remplaçant tout à fait fiable. Juste avant la pause, Igor Paixao, accompagné par Aubameyang, a de son côté saboté un deux-contre-un qui aurait pu permettre à l'OM de boucler définitivement l'affaire, et le match était donc encore ouvert au retour des vestiaires.

Une compétition de plus
au calendrier

Les "Fifa Series" de retour

Parmi les dernières idées en date de l'instance dirigeante, les Fifa Series vont avoir le droit à une deuxième édition. Après un premier test en 2024, la compétition va faire son grand retour en mars-avril 2026. Les dates précises n'ont pas encore été communiquées. "Les FIFA Series permettent aux nations qui développent leur présence footballistique de vivre la compétition internationale dans des conditions similaires à celles des grands tournois, favorisant ainsi le développement technique et orga-

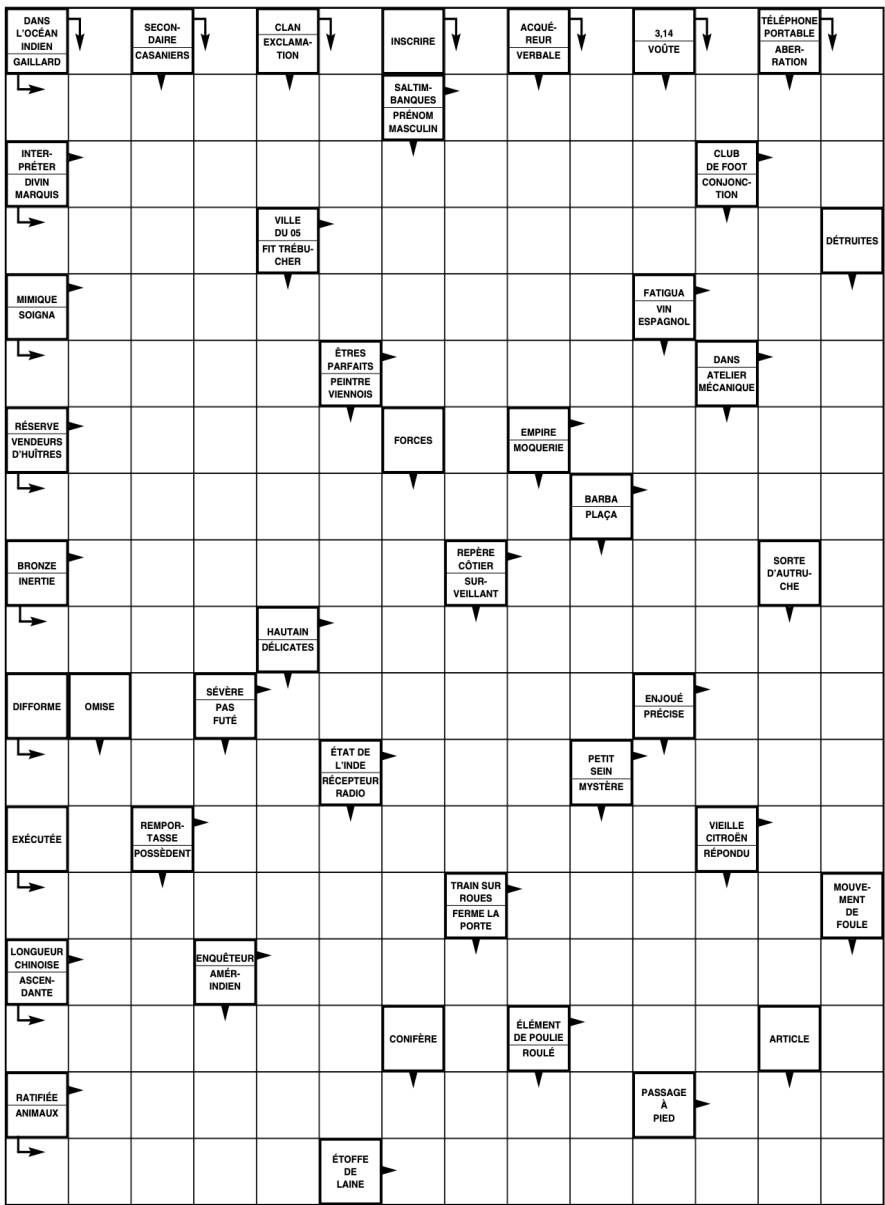
nisationnel", résume la Fifa pour présenter sa compétition. L'identité des équipes retenues n'est pour l'instant pas connue. On sait seulement que cette série de rencontres aura lieu dans plusieurs pays-hôtes situés aux quatre coins du monde: Australie, Azerbaïdjan, Indonésie, Kazakhstan, Ile Maurice, Porto Rico, Rwanda et Ouzbékistan. "Des discussions sont également en cours avec d'autres associations membres de la Fifa, qui pourraient se joindre à l'événement en tant que pays hôtes dans les

prochains mois", précise la Fifa. Nouveauté de cette édition 2026: une version féminine va faire son apparition. Les matchs féminins auront lieu au Brésil, en Côte d'Ivoire et en Thaïlande. Pour le test de 2024, 20 équipes avaient été sélectionnées. L'Algérie et l'Afrique du Sud étaient les nations les plus réputées dans ce tournoi qui comptait par exemple Andorre, la Bolivie, la Mongolie, la Tanzanie, le Cap-Vert, Brunéi, Vanuatu ou encore la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

LES MOTS FLÉCHÉS

I. Personnage principal d'un roman de chevalerie espagnol publié par García Rodríguez de Montalvo en 1508. II. Ils sont toujours à la recherche de satisfactions purement matérielles. III. Il ne laisse rien passer. IV. Chez les anciens Grecs, privations des droits civils et politiques. Premier mot du nom d'un souverain ottoman qui fit de Bursa la capitale de son royaume. V. Affluent du Tibre. La fin de la CFDT. Une partie d'un duo que l'on retrouve dans un quatuor. VI. La maladie qu'elle provoque chez le cheval s'appelle la nagana. C'est dans cette ancienne ville de RDA que Karl Marx en 1841 obtint son doctorat en philosophie. VII. Grands cobes des roseaux. VIII. Personnage de ballet et défenseur des jouets contre les souris. IX. Avant-port d'Amsterdam. Pour un acteur jadis, le faire, c'était pousser l'émotion du public à l'extrême. Tissu de laine où le poil ne paraît pas. X. Pronom personnel. Ville d'Italie, province de Padoue. Unité de puissance. XI. Prénom féminin. Personnel en tête-à-tête. Il se boit tiède ou chaud. XII. On ne trouve pas plus simple. Suivant à la lettre ? XIII. Entraînent forcément la modification du relief du sol.

1. Elle a perdu son emploi dans le bâtiment en 1997 sans avoir été licenciée. 2. Située dans les Yvelines, elle est traversée par la Seine. 3. Aimantes...aimantées ? Affluent du Danube. 4. Une marque d'affection qui vous colle à la peau. Le crâne l'a dégagé. 5. Aujourd'hui je vais mais demain ce sera différent. Ce mot trouve sa signification en psychologie expérimentale. Possessif. 6. Dessinateur et humoriste français. Prénom masculin. 7. Poète norvégien auteur du Trompette du Nordland. Muries au soleil d'un mois d'été. 8. Diminutif d'un prénom masculin. Découpé en forme de doigt. Un peu petit. 9. Elle se trémousse. Personnage biblique. 10. Un autre personnage biblique. Arrivée et en fin d'année, en plus. Jeu d'origine africaine. 11. Etat des Etats-Unis. Fourrure de jeune agneau. 12. Ecrivain autrichien. Explorent du doigt. 13. Introuvable pour ceux qui ont perdu la boussole. La fin des haricots.



Le mot-mystère est :
KALÉIDOSCOPE

SUDOKO



E	N	A	S	S	E	C	H	E	E
G	E	R	I	E	L	U		S	C
Q	I	P	O	L	I	S	S	O	N
M	O	C	H	E	L	A		E	R
F	A	U	S	S	E	E	N		S
H	U	M	E	R	E	T	I	N	S
O	R	S	U	R		V	O	I	E
G	L	A	N	E	E	V	E	T	O
	H	O	N	T	E		D	E	F
A	S	P	I	R	A	T	E	U	R
	E		S	E	P	H	A	B	I
C	R	E	A	T	R	I	C	E	T
E	X	C	L	U	R	E		T	U
T	R	A	C	A	S		R	A	N
F	O		U		C		T		R

VOIX SAHRAOUIES

Des enfants réfugiés dévoilent leur monde à travers l'objectif

Au palais de la Culture Moufdi-Zakaria, l'Unicef a inauguré l'exposition « Through Our Eyes », un ensemble de photographies réalisées par des enfants des camps sahraouis de Tindouf. Guidés par le photographe Giacomo Pirozzi, ils livrent un regard direct sur leur quotidien, entre vulnérabilité et dignité, rappelant que l'expression et l'éducation demeurent des droits fondamentaux.

■ Par : Samy Terki

À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, l'Unicef a choisi de placer la parole des enfants au centre d'un dispositif culturel inédit. Jeudi dernier, au palais de la Culture Moufdi-Zakaria, l'organisation a dévoilé « Through Our Eyes », une exposition réunissant des clichés réalisés par des filles et des garçons issus des cinq camps de réfugiés sahraouis situés près de Tindouf. Le projet, mené dans le cadre de son programme d'éducation humanitaire et de compétences de vie, entend rappeler que ces enfants sont avant tout des sujets capables de raconter, avec leurs propres moyens, les réalités qui les façonnent. Sous l'accompagnement du photographe italien Giacomo Pirozzi, connu pour son travail auprès des populations vulnérables, les jeunes participants ont appris à manipuler un appareil photo qu'ils découvraient pour certains pour la première fois. Parmi eux, Baraâ et Eddih, dont les images ont retenu l'attention lors du vernissage. Chacun a choisi librement ce qu'il souhaitait montrer, un geste du quotidien, un espace familial, un visage ami. De cette liberté naît une série où s'entrelacent pudeur, inventivité et une lucidité qui rappelle que l'enfance, même en contexte précaire, ne se résume jamais à la détresse. La représentante de



l'Unicef en Algérie a salué « des regards qui ne disent pas seulement ce qu'est leur vie, mais ce qu'ils veulent qu'elle devienne ». Elle a insisté sur la portée symbolique du thème mondial retenu cette année, « Ma journée. Mes droits », en affirmant que ces images « ne sont pas de simples scènes de vie, mais des reflets de résilience, de dignité et d'espoir ». L'exposition se veut aussi un rappel : l'accès à une éducation de qualité demeure loin d'être acquis pour nombre de ces enfants, malgré les efforts des associations et organisations présentes sur le terrain. La

soirée a réuni un public composé en grande partie de représentants diplomatiques et de responsables d'associations engagées dans la protection de l'enfance. Tous ont pu découvrir le court-métrage Le Crayon bleu, projeté pour l'occasion. Le film met en scène l'importance des espaces d'apprentissage dans les situations d'urgence, où l'école devient non seulement un lieu d'instruction mais aussi de stabilité et de protection. Le crayon bleu, objet simple, y prend valeur de symbole : celui de la capacité d'apprendre, de créer et, pour beaucoup, d'imaginer un

horizon différent. En clôture, l'Unicef a exprimé sa gratitude envers les jeunes photographes qui ont accepté de partager une part de leur intimité, ainsi qu'envers les partenaires mobilisés pour la défense du droit à l'éducation. L'appel final sonnait comme un manifeste, amplifier la voix des enfants, protéger leurs droits, et garantir que chacun puisse grandir dans un environnement où dignité, écoute et avenir ne soient pas des promesses lointaines, mais des perspectives tangibles.

S.T.

Au Bastion 23, Babi Abdelghani expose un Sahara intime et vibrant

Jeudi matin, malgré une pluie persistante sur Alger, le palais des Raïs (Bastion 23) a rassemblé un public nombreux venu découvrir « Éclats picturaux », l'exposition consacrée au peintre et plasticien Babi Abdelghani. À l'intérieur du site historique, l'atmosphère chaleureuse contrastait avec la grisaille extérieure, donnant à cette ouverture un caractère presque intemporel. L'événement est organisé par le Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs, en coordination avec la Direction de la culture et des arts de In Salah. L'artiste, présent dès les premières heures, a accueilli les visiteurs, multipliant les échanges spontanés. Certains ont interrogé les origines de son travail, d'autres se sont attardés sur les récits qui accompagnent ses toiles. Cette disponibilité a créé une relation directe entre le peintre et son public, renforçant le sentiment de proximité que dégage déjà son œuvre. Les tableaux

présentés plongent dans un univers marqué par l'imaginaire saharien, dont Abdelghani se fait l'un des interprètes les plus attentifs. Aux murs du Bastion 23, les couleurs chaudes dominent, soutenues par des motifs traditionnels et des silhouettes drapées de voiles. Les scènes s'inspirent du quotidien des régions désertiques du Sud algérien : gestes répétés, rites transmis à travers les générations, fragments d'une mémoire collective que l'artiste cherche à préserver. La composition, les textures, les harmonies chromatiques visent tout autant à évoquer un paysage qu'une sensation, celle d'un espace où le temps semble suspendu. Les responsables du centre soulignent que cette exposition participe à une démarche plus large menée par le ministère de la Culture et des Arts, promouvoir les créateurs algériens, soutenir la scène plastique nationale et offrir une visibilité régulière aux artistes issus des différentes

régions du pays. Le choix du Bastion 23, lieu emblématique situé en surplomb de la baie d'Alger, ajoute une « dimension » patrimoniale à l'événement. Entre architecture ottomane et œuvres contemporaines, la rencontre entre héritages culturels et création actuelle prend ici une résonance particulière. Pour les organisateurs, ce type d'initiative contribue à animer la vie culturelle de la capitale et à encourager de plus jeunes publics à se tourner vers les arts visuels. « Éclats picturaux » s'inscrit ainsi dans un cycle d'expositions où la mise en valeur du patrimoine saharien s'allie à une réflexion plus large sur la transmission et la création contemporaine. À travers ses toiles, Babi Abdelghani propose un Sahara sensible, habité par des présences discrètes et des gestes quotidiens, qui renvoie à une identité en mouvement et rappelle l'importance de préserver ces imaginaires.

S.T.

ARTS PLASTIQUES

Siradj Bouhafs, un peintre au service des mémoires africaines

Par Samy Terki

À la galerie Ezzou'art, à Alger, l'artiste Siradj Bouhafs propose jusqu'au 4 décembre une immersion dans un continent qu'il considère comme matrice, territoire sensible et creuset de cultures multiples. Son exposition, construite comme un parcours à travers les traditions, les paysages et les rites, convoque une Afrique à la fois mythique et profondément incarnée. Plasticien expérimenté, Bouhafs revendique son attachement à ce qu'il nomme « l'héritage atavique » du continent. Il en explore les strates culturelles, ethniques et culturelles, qu'il restitue à travers une peinture dense, vive et minutieuse. Ses toiles rassemblent des fragments de cultures populaires — masques, parures, musiques, gestes quotidiens — qu'il réunit sans folklore, comme autant de signes d'une identité plurielle. L'Afrique qu'il peint est celle des coutumes et des fêtes, des gastronomies, des artisanats, mais aussi celle des imaginaires qui traversent le temps. Une partie importante de l'exposition est consacrée aux paysages et modes de vie sahariens. L'artiste y revisite le sud algérien, immense territoire de mythes et de récits, en jouant d'une palette dominée par les ocres et les tons chauds. Dans une toile consacrée à la préparation du thé, il décrit le rituel avec précision, soulignant la place centrale de ce cérémonial dans la sociabilité des communautés sahariennes. Ailleurs, il évoque la Sebeiba de Djanet ou encore l'imzad, cet instrument monocorde associé à la tradition touarègue. L'un des tableaux marquants montre une femme jouant de l'imzad. Le dispositif pictural, sobre et frontal, place le spectateur face à un geste ancestral dont Bouhafs souhaite préserver la mémoire. Car son travail, malgré des formes contemporaines, est traversé par une même préoccupation : sauvegarder un patrimoine immatériel qu'il juge menacé, et dont il s'attache à restituer la profondeur symbolique. L'artiste revendique également l'influence de musiques traditionnelles, comme l'Ahellil du Gourara, dont il transpose le rythme et la respiration dans certaines compositions. Ses œuvres, sans illustration littéraire, suggèrent une « musicalité diffuse » qui accompagne la narration visuelle. Cette « dimension sonore » contribue à la cohérence d'un ensemble qui conjugue éléments anciens et motifs plus modernes. Bouhafs puise dans la mémoire collective un matériau qu'il transforme en une peinture expressive, attentive aux détails et aux gestes. L'exposition offre ainsi une « traversée » du continent africain où se mêlent vitalité, diversité culturelle et conscience patrimoniale. Certaines toiles, centrées sur les « rituels » et les « pratiques » sahariennes, rappellent la place essentielle de l'identité et de la transmission pour les communautés qui peuplent ces espaces.

16

Alger

17°

Ouargla

15°

Oran

17°

Constantine

12°

FADJR

DOHR

ASR

MAGHREB

ISHA

05:59

12:39

15:38

17:58

19:16

Vers le Classement
de la forêt d'Akfadou
comme « réserve naturelle »

Les services forestiers de la wilaya de Béjaïa ont dévoilé mercredi dernier un projet visant à classer la forêt d'Akfadou en tant que « réserve naturelle ». S'étendant sur plus de 10 000 hectares, la forêt d'Akfadou fait partie des wilayas de Béjaïa et de Tizi-Ouzou. Selon l'APS, qui cite la direction des forêts de Béjaïa, la commission de wilaya des aires protégées a récemment approuvé l'étude relative à ce classement. Le Bneder, un organisme public, a réalisé cette étude dans le cadre du développement rural afin d'étudier la partie orientale de la forêt d'Akfadou, faisant partie de la wilaya de Béjaïa et couvrant une superficie de 5400 hectares. Ce classement vise principalement à protéger la diversité animale et végétale de cette forêt ainsi qu'à préserver son patrimoine culturel et historique. La forêt d'Akfadou s'étend sur huit communes de la wilaya de Béjaïa : Akfadou, Adkar, Tifra, Chemini, Souk Oufella, Ouzelaguene, Taourirt-Ighil et Tibane. À cet égard, la représentante du Bneder a déclaré que le classement de la forêt en tant qu'aire protégée permettrait de « garantir ses fonctions écologiques essentielles ». Elle a ajouté : « Ce classement permettra de préserver les espèces rares ou menacées d'extinction. » Elle a souligné que cette mesure était indispensable, en particulier dans une région présentant une grande valeur patrimoniale, historique et culturelle. Autrefois, la forêt d'Akfadou abritait en effet le quartier général de la wilaya III historique pendant la révolution de libération. Elle a souligné que le classement de la forêt en tant qu'aire protégée constituait une « mesure stratégique » reliant la biodiversité et le développement durable. Elle a appelé à la nécessité de faire connaître ce patrimoine aux générations futures et d'encourager la participation des comités villageois et de la société civile à la protection du couvert forestier. De son côté, le président de l'APW, Bachir Barkat, a annoncé que le dossier sera soumis à la Commission nationale des aires protégées pour validation, après l'accord de la commission compétente de la wilaya de Tizi-Ouzou pour étudier la partie occidentale de la forêt d'Akfadou. La forêt d'Akfadou abrite une faune remarquablement diversifiée, avec environ 122 espèces d'insectes, 146 espèces de vertébrés et 29 espèces de mammifères. On y trouve également environ 92 espèces d'oiseaux et 18 espèces de reptiles. On y a recensé plus de 270 espèces de plantes vasculaires, ce qui représente environ 9 % de la diversité végétale de l'Algérie. Un budget de 5,5 millions de dinars a été alloué pour financer l'étude visant à classer la forêt d'Akfadou en aire protégée.

B.B.

À Tipasa :

Une mobilisation citoyenne pour redonner vie aux forêts

Des centaines de volontaires ont convergé hier vers les forêts des communes de l'ouest de la wilaya de Tipasa, mobilisés pour une opération de nettoyage d'envergure. Cette gigantesque campagne citoyenne fait suite aux feux de forêts dévastateurs des 13 et 14 novembre dernier, qui ont ravagé près de 191 hectares de pinèdes, d'arbres fruitiers et de végétation diverse dans la région. Le mouvement associatif, avec à sa tête les Scouts musulmans algériens, s'est joint aux services publics de la wilaya, des daïras et des APC, ainsi qu'à plusieurs directions clés comme la Conservation des forêts, la Protection civile, l'Environnement, l'Hydraulique et les Travaux publics, pour mener à bien cette initiative louable. Ensemble, ils s'engagent à débarrasser la forêt des détritus, véritables sources potentielles de nouveaux incendies en cas d'étincelle, et à restaurer un environnement sain propice à la régénération naturelle.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION Dimanche 23 Novembre 2025//N° 1210// PRIX 20DA

Il porte la vision industrielle algérienne

Arkab à la tribune du Sommet industriel mondial

Le ministre d'Etat ,ministre des hydrocarbures et des mines Mohamed Arkab participe aux travaux de la 21 -ème Conférence Générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement Industriel (ONUDI), qui sera abritée à Ryadh ,la capitale du Royaume d'Arabie Saoudite du 23 au 27 novembre 2025 .



■ Par Kader M.

Cette édition qui revêt un caractère exceptionnel ,la transformant en un « sommet industriel mondial (Global Industry Summit -GIS 2025) ;verra la participation de chefs d'Etat ,premiers ministres ,ministres et hauts responsables ,en plus des chefs d'entreprises industrielles mondiales .Le ministre d'Etat conduit à l'occasion une délégation algérienne de haut rang ,regroupant des représentants des secteurs des hydrocarbures ,des mines ,de l'industrie , l'ambassadeur d'Algérie en Autriche et l'ambassadeur d'Algérie au royaume d'Arabie Saoudite ,ainsi que le président de l'Agence Nationale des Activités Minières ,et des cadres supérieurs des secteurs concernés. Le ministre d'Etat ,ministre des hydrocarbures et des mines ,prendra part lundi 24 novembre 2025 ,en marge de la conférence de l'ONUDI à une session ,ayant pour thème « Lancement des capacités latentes de de l'hydrogène propre ,à travers l'investissement et l'innovation. La rencontre mettra en exergue le rôle croissant de l'hydrogène propre dans le soutien et l'appui au développement industriel durable ,avec la concentration sur l'innovation et les mécanismes de financement, ainsi que le renforcement de la coopération entre les régions.La rencontre verra le lancement officiel du programme mondial de l'hydrogène propre relevant de l'ONUDI(GEF-8), qui sera exécuté dans neuf pays partenaires parmi lesquels l'Algérie. Le congrès représente l'un des meilleurs forums mondiaux de mise en place des po-

litiques industrielles, puisqu'il regroupe pas moins de 173 pays membres pour débattre les horizons et perspectives du développement industriel durable ,la transformation numérique ,l'économie circulaire ,l'industrie verte ,ainsi que le renforcement des chaînes de valeur équitables ,en plus de la coopération avec les pays en développement et à revenu moyen. Les nouveaux mécanismes de financement des projets et programmes industriels ,et le développement des solutions de coopération technique et d'échanges d'expériences dans la gestion des grands projets ;seront débattus par les participants . La participation algérienne vient à point nommé pour renforcer sa présence internationale ,et sa place en tant que partenaire confiant dans les domaines des hydrocarbures et les mines ,et ce en compatibilité avec la politique nationale ciblant la diversité économique ,l'édification d'une base industrielle durable ,et le développement de partenariats internationaux fondée sur l'intérêt mutuel .L'occasion sera propice aussi pour étaler l'expérience algérienne en matière de transformation industrielle et développement des énergies traditionnelles et renouvelables ,et l'exploitation des richesses minérales . Le ministre d'Etat entreprendra à l'occasion une série de rencontres bilatérales avec des ministres et responsables publics , des chefs d'entreprises internationales ,dans le cadre de l'exploitation des occasions de partenariat dans les domaines de l'industrie , des hydrocarbures et gaz ,le transfert de technologie , le développement des projets ... Enfin l'organisation par l'Arabie saoudite de l'évènement, vient après sa décision officielle entreprise en marge des travaux de la 53eme session du conseil de développement industriel à Vienne (Autriche) .L'Arabie Saoudite a signifié sa disposition dans le cadre de sa vision 2030 ,ayant pour objectif l'édification d'une économie industrielle compétitive et attirante des investissements .

K.M.

Agression sioniste contre Ghaza

Le bilan s'alourdit à 69 733 martyrs et 170 863 blessés

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 69 733 martyrs et 170 863 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué hier par les autorités sanitaires palestiniennes. Les corps de 7 martyrs ainsi que 30 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 48 heures, précise la même source, notant que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre 2025, pas moins de 318 Palestiniens sont tombés en martyrs et 788 autres ont été blessés, tandis que les corps de 572 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

Un mort et un blessé dans un accident de la route à Sidi Aich

Un accident tragique survenu hier sur la RN 26 à Sidi Aich a fait un mort et un blessé. Sous une pluie battante qui compliquait les conditions de circulation, deux camions sont entrés en collision. Les secours, rapidement intervenus, ont pris en charge la victime blessée. Face à ces intempéries, la prudence sur nos routes est plus que jamais de mise. Il est essentiel de respecter les limitations de vitesse, de maintenir des distances de sécurité suffisantes et de rester attentif à tout instant afin de préserver nos vies et celles des autres usagers de la route.

Une délégation parlementaire en visite officielle en Tunisie

Une délégation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Tunisie de l'Assemblée populaire nationale (APN), menée par son président Mohamed El Hadi Tebessi, a entamé hier une visite officielle en Tunisie qui s'étendra jusqu'au 26 de ce mois. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'APN. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un dialogue continu et renforcé entre les deux pays, après qu'une délégation tunisienne, issue du groupe de coopération parlementaire avec les pays arabes au sein de l'Assemblée des représentants du peuple tunisien, est venue en Algérie le 1^{er} octobre passé. Cette rencontre avait déjà permis de consolider les liens de fraternité et de coopération entre les parlements des deux nations frères. L'objectif de cette visite, selon le communiqué, est de poursuivre cette dynamique, par des échanges approfondis et des entretiens avec les responsables tunisiens, afin d'inscrire la coopération bilatérale dans une trajectoire stable et constructive, à la fois sur le plan politique et parlementaire. Ce rapprochement témoigne de la volonté partagée des deux pays de cultiver une relation de fraternité nourrie par un dialogue constant entre leurs institutions représentatives.